



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Vingt-neuvième session du Comité
intergouvernemental d'experts (CIE)

L'industrialisation pour un développement durable et
inclusif en Afrique du Nord

RAPPORT DE LA REUNION



Rabat, Maroc, 4-6 mars 2014

Distr. : GENERALE
CEA-AN/CIE/XXIX/8
Mars 2014
Original : FRANÇAIS



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Distr.: GENERALE
CEA-AN/CIE/XXIX/8
Mars 2014
Original: FRANÇAIS

Bureau pour l'Afrique du Nord

XXIXème réunion du Comité Intergouvernemental d'experts (CIE)
Rabat (Maroc), 4 - 6 mars 2014

Rapport de la réunion

I. ORGANISATION ET PARTICIPATION

1. La vingt-neuvième réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) du Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-AN) s'est tenue à Rabat (Maroc) du 4 au 6 mars 2014. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le chef de la délégation d'Algérie, au nom du bureau sortant, et a été rehaussée par la présence de Son Excellence M. Driss El Azami El Idrissi, Ministre Délégué chargé du Budget du Royaume du Maroc, de son Excellence M. Mehdi Ghania, Ministre de la Planification de la Libye et de M. Habib Ben Yahia, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

2. Les représentants des sept Etats membres (Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie) ont participé à la réunion.

3. Etaient également représentées à cette réunion, les institutions suivantes :

- Système des Nations Unies :
 - FAO-MAROC
 - IOM -MAROC
 - ONUDI -Autriche
 - ONUDI – Maroc
 - OMC
 - UNESCO
 - Bureau régional de l'UNESCO
 - UNSCO
 - UNICEF
 - UNESCAP
- Communautés Économiques Régionales :
 - Union du Maghreb Arabe (UMA)
- Organisations internationales et régionales :
 - Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC)
 - Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC)
 - Commission de l'Union Européenne
- Corps diplomatique :
 - Ambassade de l'Arabie Saoudite
 - Ambassade du Royaume de Belgique
 - Ambassade de la République du Cameroun
 - Ambassade du Burkina Faso
 - Ambassade de la République du Bénin
 - Ambassade de la République de la Gambie
 - Ambassade d'Espagne
 - Ambassade de la République Populaire de Chine
 - Ambassade de l'Inde
 - Ambassade d'Italie
 - Ambassade de la République d'Indonésie
 - Ambassade de la République de Guinée
 - Ambassade de la République Gabonaise
 - Ambassade de France
 - Ambassade de la République du Sénégal
 - Ambassade de la Fédération de Russie
 - Ambassade Royale de Norvège
 - Ambassade de la République du Niger

- Ambassade de la République de Côte d'Ivoire
- Ambassade de l'Etat de Koweït
- Ambassade des Etats Unis d'Amérique
- Ambassade du Royaume des Pays Bas
- Ambassade de la République de Guinée Equatoriale
- Ambassade de Finlande
- Ambassade de la République Fédérale de Nigeria
- Des représentants d'institutions publiques, des universités:
 - Académie Hassan II des Sciences et Techniques
 - Université Mohammed V, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Agdal
 - Université Mohamed V, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Souissi
- Des Organisations de la Société Civile:
 - International Road Transport Union (IRU)
 - ESPACE ASSOCIATIF
 - CARE, Algérie
 - Institut Scientifique Terjaoui International de la Bonne Gouvernance et de la Planification Stratégique du Développement Humain Durable (ISTIGOP)
 - Union de l'Industrie Libyenne
- Secteur privé
 - AHC CONSULTING
 - Alternative Capital Partners
 - CJD-MAROC
 - Capital Consulting group
 - IEMEP
 - ONG BiodiverCités

La liste détaillée des participants figure en annexe du rapport.

II. OUVERTURE DE LA REUNION *(Point 1 de l'ordre du jour)*

4. Dans son allocution d'ouverture, le Représentant du bureau sortant du CIE a tout d'abord remercié les membres de son bureau et le Secrétariat pour le travail réalisé depuis la 28^{ème} session.
5. Intervenant à son tour, la Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, Mme Karima Bounemra Ben Soltane, a d'abord souhaité la bienvenue à tous les participants et a remercié Son Excellence M. Driss El Azami El Idrissi, Ministre Délégué au Budget du Royaume du Maroc, son Excellence M. Mehdi Ghania, Ministre de la Planification de la Libye et M. Habib Ben Yahia, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) pour leur présence.
6. Elle a indiqué que l'analyse des conditions économiques et sociales a montré que le contexte international pour l'année 2013 a montré un ralentissement de l'économie -avec une croissance à 2,1% contre 2,4 en 2012, et un chômage resté globalement élevé. Pour l'Afrique du Nord, le ralentissement de l'économie mondiale, combiné avec les effets de la durée des transitions politiques dans certains pays et la montée des risques sécuritaires se sont traduits par une forte contraction du PIB régional dont la croissance annuelle moyenne s'est établie à 2,5% en 2013, contre 6,6 % en 2012.

7. La Directrice a par ailleurs ajouté que dans certains pays l'environnement politique continue d'avoir un effet dépressif sur plusieurs secteurs d'activité, dont l'industrie du tourisme, l'exportation d'hydrocarbures et les flux d'IDE. Les exportations totales des sept pays ont accusé en 2013 une baisse de l'ordre de 13%. Pour l'ensemble régional, le déficit de la balance des marchandises s'est creusé de 307,5%, passant de 10,6 milliards USD en 2012 à 43,2 milliards en 2013 en raison, d'une part, d'une forte contraction des excédents des pays exportateurs nets de pétrole (Libye, Algérie) et d'autre part, du maintien à un haut niveau des déficits commerciaux des autres pays, l'Egypte, le Maroc et la Tunisie en particulier.

8. Sur le plan social, et malgré la diversité des situations spécifiques, les efforts déployés par les Etats devraient permettre l'atteinte de la plupart des cibles des OMD, notamment celles relatives à l'éradication de l'extrême pauvreté, à l'éducation pour tous ou à l'accès à l'eau potable. Cependant, le rythme de réduction des déficits en développement humain s'essouffle depuis une décennie, montrant ainsi les limites des modèles de développement. Jusque là, les investissements étaient prioritairement axés sur les composantes de l'IDH qui ne sont pas liées au revenu, telles que la santé et l'éducation.

9. Mme. Bounemra a fait remarquer que le redressement de la croissance mondiale observé au 4e trimestre 2013, laisse entrevoir des perspectives plus favorables pour l'Afrique du Nord, avec une croissance qui devrait s'établir à 4.2% en 2014. Elle a aussi énuméré les atouts dont l'Afrique du Nord dispose à savoir son réseau d'infrastructures en expansion, sa centralité géostratégique (au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et du Monde Arabe), les perspectives de croissance à moyen terme du Continent africain et surtout le potentiel non encore valorisé de son marché intra-régional.

10. C'est pour répondre à ces questions mais aussi en réponse à l'une des recommandations du Comité, que l'agenda de cette session du CIE a prévu une table ronde sur le thème « Développer des chaînes de valeur régionales pour accélérer la diversification et la sophistication des économies Nord-africaines ».

11. Elle a ensuite rappelé que les résultats des délibérations et les recommandations du Comité feront l'objet d'un rapport qui sera présenté à la prochaine Conférence des Ministres Africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA, qui se réunira du 25 au 30 mars 2014 à Abuja (Nigeria).

12. A la fin de son allocution, elle a, au nom du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA exprimé sa sincère gratitude à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, au Gouvernement et au peuple marocain pour l'intérêt porté aux activités du Bureau, ainsi que pour la qualité de l'accueil qui est toujours réservé aux participants.

13. Intervenant à son tour, Son Excellence M. Driss El Azami El Idrissi, Ministre Délégué au Budget du Royaume du Maroc a remercié la CEA pour l'organisation de cette réunion et de manière plus global pour ses travaux de recherche et ses publications. Il a également félicité la directrice pour son exposé et l'analyse pertinente de la situation de la région en 2013. Il a ensuite souhaité la bienvenue à tous les participants et a remercié son Excellence M. Mehdi Ghania, Ministre de la Planification de la Libye et M. Habib Ben Yahia, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) pour leur présence aux travaux de cette 29ième session du CIE.

14. Le ministre a ensuite souligné l'importance du thème de cette 29 ème réunion du CIE pour le développement de la région, thème qui porte pour la 2^{ème} année consécutive sur l'industrialisation, traduisant ainsi l'intérêt que lui accordent les pays membres. Il a réaffirmé le rôle crucial de l'industrialisation comme moteur de la diversification et de la transformation structurelle des économies pour une croissance et un développement non seulement durable et inclusif mais également créateur d'emplois.

15. Il s'est dit confiant que la table ronde « Développer des chaînes de valeur régionales pour accélérer la diversification et la sophistication des économies Nord-africaines » apportera des pistes de réponse à ces enjeux et au défi de l'insertion de l'Afrique du Nord dans les chaînes de valeur mondiales. Pour accélérer l'industrialisation de la région, il a préconisé d'améliorer et de renforcer le climat des affaires en général et les mécanismes institutionnels chargé de promouvoir l'ancrage de nos pays dans les chaînes de valeurs régionales et mondiales. La participation du secteur privé à ce processus est primordiale, a-t-il ajouté, car c'est ce partenariat privé/public qui guidera les transformations institutionnelles nécessaires pour promouvoir la production et donc l'emploi. Il a insisté sur le fait qu'il est également important de renforcer la coopération intra régionale dans les domaines des ressources humaines où les capacités sont complémentaires mais non utilisées de manière optimale.

16. A la fin de son intervention, le ministre a souligné l'intérêt accordé par le Maroc au renforcement de la coopération régionale et a réitéré la bienvenue aux participants et souhaité le plein succès aux travaux de la réunion.

17. Son Excellence M. Mehdi Ghania, Ministre de la Planification de la Libye a pour sa part remercié M. le ministre Délégué au Budget du Royaume du Maroc et la Directrice du Bureau Sous régional de la CEA pour leur invitation aux travaux de cette importante session du CIE portant sur une plus grande industrialisation des pays de la sous région. A ce titre il a proposé quelques pistes de réflexion, notamment:

- Créer une base de données fiable concernant les principaux indicateurs de développement économique et social en vue d'affiner et d'approfondir les analyses conjoncturelles des économies de la sous région ;
- Assurer une formation de la main d'œuvre en adéquation avec la demande régionale du marché du travail ;
- Renforcer la bonne gouvernance au niveau économique et développer la culture d'appartenance à l'entreprise ;
- Encourager les investissements étrangers par une amélioration du climat des affaires ;
- Encourager la recherche scientifique pour améliorer la performance et la productivité de l'économie ;
- Promouvoir les secteurs qui disposent d'un avantage comparatif compte tenu des ressources dont dispose la région;
- Promouvoir un modèle industriel capable de favoriser le développement durable ;

18. Le ministre a terminé son propos en soulignant que la Libye est en train de développer sa vision 2030 dans laquelle la politique industrielle joue un grand rôle et a émis le souhait de voir cette réunion aboutir à des recommandations sur des politiques industrielles permettant de favoriser l'essor des économies de la région.

19. Le Secrétaire Général de l'UMA, M. Habib Ben Yahia, s'est tout d'abord félicité de l'excellence des relations entre la CEA, particulièrement le Bureau pour l'Afrique du Nord et le Secrétariat Général de l'UMA. Il a ainsi souligné l'appui continu fourni par le Bureau, depuis la signature le 27 décembre 1994 d'un accord de coopération entre le Secrétariat Exécutif de la CEA et le Secrétariat Général de l'UMA, pour accompagner les efforts de l'UMA dans l'amélioration des mécanismes de l'intégration régionale ainsi que les nombreuses activités conjointes menées dans des domaines comme le commerce, l'investissement, les énergies renouvelables ou les questions de genre.

20. M. Ben Yahia, se référant au thème du CIE, a souligné le rôle central de l'industrialisation dans la création d'emplois, notamment au profit des jeunes, dans la production de richesses et pour l'intégration maghrébine, en rappelant que la mise en place d'une stratégie maghrébine d'industrialisation est l'un des objectifs du Traité de l'UMA. Une telle stratégie devrait permettre le développement de chaînes de valeur régionales et la création de véritables filières industrielles intégrées. Dans ce cadre, il a mentionné les opportunités offertes par le secteur des énergies renouvelables et donné un aperçu des principales recommandations issues de l'atelier organisé par l'UMA sur le développement de l'industrialisation dans ce secteur. Ces recommandations portent notamment sur l'accélération de la mise en œuvre d'une stratégie maghrébine des énergies renouvelables, la coordination des politiques pour l'émergence industrielle dans ce secteur, le développement d'un cluster régional pour fédérer les compétences au sein de technopôles spécialisés et réduire à terme la dépendance technologique, ou encore la mise en place d'un projet commun de coopération basé sur les complémentarités régionales.

21. M. Ben Yahia s'est dit convaincu que la réunion du CIE ne manquera pas d'aboutir à des recommandations clés pour améliorer l'intégration régionale et a souhaité plein succès aux travaux.

III. ELECTION DU BUREAU *(Point 2 de l'ordre du jour)*

22. Suite à une concertation entre les chefs des délégations, le Comité a élu le bureau suivant:

Président	:	Egypte
Vice-président	:	Libye
Rapporteur	:	Mauritanie

IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU PROGRAMME DES TRAVAUX *(Point 3 de l'ordre du jour)*

23. Dans un propos liminaire, le Président du bureau du CIE 2014 a remercié les membres du Comité pour la confiance placée en son pays et souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants. Il a félicité le bureau sortant du CIE et le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, pour les efforts importants qui ont été déployés au cours de la période écoulée.

24. A la suite de cette intervention, le Comité a adopté l'ordre du jour (CEA-AN/CIE/XXIX/1) et le programme de travail (CEA-AN/CIE/XXIX/1/Add. 2)

V. RAPPORT SUR LES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE DU NORD *(Point 4 de l'ordre du jour)*

25. Le Secrétariat a exposé les principales conclusions du document intitulé «Les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord en 2013» (CEA-AN/CIE/XXIX/8). Le rapport y afférent porte sur les évolutions récentes des agrégats macroéconomiques et sociaux, ainsi que les perspectives de la sous-région et de ses pays pour l'année 2014. Il analyse les principales mesures de politique économique adoptées en 2013 et met en exergue l'articulation des politiques de court terme visant à poursuivre les efforts de relance entrepris à la suite de la crise financière et économique mondiale, avec les réformes nécessaires à la transformation structurelle des économies nord-africaines.

26. Le Secrétariat a saisi l'occasion pour remercier ceux des Etats membres qui ont répondu au questionnaire qui leur avait été envoyé par le Bureau aux fins d'élaboration du rapport.

27. La présentation du rapport a été structurée autour des points ci-après :

- La conjoncture internationale et régionale ;
- Les performances économiques en Afrique du Nord ;
- Le développement social et l'emploi.

28. Au niveau mondial, l'année 2013 a été marquée par un ralentissement de la croissance, dans un contexte de poursuite des politiques de rigueur budgétaire dans la plupart des pays développés, de chômage élevé et de contraction de la demande extérieure globale qui s'est traduite par un ralentissement de la croissance de nombreux pays émergents. Les cours du pétrole se sont maintenus à un niveau élevé, augmentant ainsi la pression sur les balances commerciales des pays importateurs nets de pétrole et importateurs de produits alimentaires. En Afrique, malgré la tendance au ralentissement au niveau mondial, la croissance économique est restée relativement forte en 2013, presque deux fois plus que le taux global moyen de croissance, mais légèrement inférieure à la moyenne des pays en développement.

29. En Afrique du Nord, l'instabilité politique et les perturbations dans la production de pétrole continuent d'affaiblir les perspectives de croissance. La croissance de la sous-région a baissé de 6,6% en 2012 à 2,5% en 2013, mais devrait atteindre 4,2% en 2014, avec l'hypothèse d'un retour à la stabilité dans les pays en transition politique.

30. Les indicateurs de commerce ont connu une contre-performance à cause d'un recul de 38% des exportations libyennes et dans une moindre mesure d'un repli de 5,1% de celles de l'Algérie. La persistance d'une instabilité politique et de menaces sécuritaires dans certains pays, la faiblesse de la croissance dans la zone Euro et le repli des cours mondiaux du pétrole affectent – à des degrés divers-, la performance des économies nord-africaines et le dynamisme de leurs exportations. Pour l'année 2014, la tendance baissière devrait se poursuivre pour l'ensemble de la région, avec de nouveau un repli des exportations de l'ordre de 0,2%, du fait des incertitudes qui continuent de peser sur les exportations libyennes d'hydrocarbures et du quasi tassement des prix du pétrole.

31. Le principal défi à court terme auquel devront faire face les pays de la sous-région est lié aux marges budgétaires limitées pour soutenir et consolider cette croissance. La capacité à mener des politiques macroéconomiques anticycliques afin d'atténuer l'impact de la volatilité du prix des produits de base et des entrées de capitaux étrangers reste en effet limitée, et la question de la mobilisation des sources de financement de l'économie demeure toujours d'actualité.

32. Le contexte social reste dépendant de la situation économique et politique et de son impact sur le bon déroulement et l'aboutissement des réformes engagées.

33. En termes de développement humain, les pays ont réalisé des progrès importants, surtout dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Néanmoins, depuis les années 2005, la réduction des déficits en développement humain commence à marquer le pas et montre les limites du modèle de développement qui était majoritairement axé sur les investissements dans les composantes de l'IDH non liées au revenu et au secteur économique, telles que la santé et l'éducation.

34. Le taux de chômage dans la sous région, estimée à 11%, reste structurellement élevé, comparé à la moyenne mondiale (5,9%). Le principal problème de la région est que les structures économiques insuffisamment diversifiées n'offrent pas de grandes perspectives pour l'emploi. Malgré une croissance que l'on peut relativement qualifier de satisfaisante avant la crise. Le processus de production nationale ne crée pas assez de valeur ajoutée pour soutenir une offre à grande échelle d'emplois de qualité. La question de l'emploi reste donc centrale dans les préoccupations des politiques de développement. Il est nécessaire de passer par des politiques économiques pragmatiques destinées à créer des emplois stables et bien rémunérés, et renforcer ainsi le lien vertueux entre croissance économique et développement humain. De même, des politiques sociales avec des mesures de répartition équitable et une distribution plus égale des bénéfices de la croissance doivent prendre le relais afin de lutter contre les autres problèmes de la sous région que sont les inégalités liées au sexe, à l'espace et plus globalement celles relatives aux opportunités.

35. Par ailleurs, la transition démographique des pays nord africains, associée à l'amélioration du niveau de la santé, se traduit par *un début de vieillissement de la population*. Les pays commencent à en subir les conséquences et tentent de mesurer l'impact dans trois domaines: la prise en charge et l'équilibre financier des régimes de retraite, les dépenses de santé et l'équilibre du marché de l'emploi.

36. L'augmentation des maladies chroniques (cancer, hypertension artérielle, diabète,...) dues au vieillissement, ainsi que les maladies liées aux questions de surcharge pondérale qui touchent plus les jeunes et les adultes actifs, sont très coûteuses pour la collectivité. Tous ces éléments tirent vers la hausse les dépenses de santé, portant ainsi plus de pression sur les budgets des pays.

37. A l'issue de la présentation, le Comité a remercié et félicité le Secrétariat pour la qualité et la richesse des exposés, et a insisté sur la nécessité de travailler étroitement avec les pays afin de mettre à jour les données statistiques disponibles.

38. Le Comité a noté les progrès importants réalisés par les pays d'Afrique du Nord en matière de développement humain (OMD) ces dernières décennies et leur engagement dans les discussions pour l'élaboration de l'agenda de développement post 2015. Il a souligné que la croissance économique n'est pas un objectif en soi mais un moyen pour la promotion du développement humain.

39. Le Comité a relevé que les révoltes sociales survenues en 2011 dans la sous région témoignent de l'urgence de promouvoir un développement harmonieux et inclusif.

40. Le Comité a aussi noté que la transition politique a structurellement changé le potentiel de croissance économique des pays d'Afrique du Nord, en particulier de ceux qui sont touchés par la crise politique. Il a suggéré au Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA de revoir les indicateurs utilisés pour la production du rapport afin de prendre en compte les données statistiques et les dernières études sectorielles qui seront mises à dispositions du Bureau par les pays.

41. Le Comité a noté que les prévisions de croissance pour 2014 au niveau sous régional et au niveau des pays sont fortement dépendantes de la rapidité avec laquelle les pays concernés arriveront au terme de leurs transitions politiques respectives.

42. Il a été souligné aussi l'absence dans le rapport de l'analyse des instruments de coopération régionale tels que GAFTA et Agadir, de la dimension de la gouvernance comme fil conducteur dans la problématique du développement de la sous région, et d'autres dimensions telles que (i) la résorption du gap numérique, (ii) l'économie verte et (iii) l'inclusion du secteur informel.

43. Relativement au déficit commercial des pays de la sous région, le Comité a noté la difficulté de faire avancer les chantiers de l'intégration dans un environnement de crise où les États sont portés vers la défense de leurs intérêts immédiats. Le Comité a toutefois reconnu qu'il est possible de réaliser le potentiel de commerce qu'offre la région par des mesures de facilitation du commerce et la diversification des économies à travers une industrialisation effective et le développement de chaînes de valeur régionales. Il a par ailleurs noté que le niveau faible du commerce de la sous région cache le problème du commerce parallèle et du secteur informel en général qui n'a pas été pris en compte dans le rapport.

44. Le Comité a souligné que la promotion du développement économique dans la sous région dépendrait de la disponibilité de trois facteurs : le capital, la technologie et les échanges commerciaux. La complémentarité en disponibilité de ces facteurs dans les différents pays devrait favoriser les échanges intra régionaux et la promotion des investissements. Il a aussi fait remarquer que le transport et les services de logistiques sont cruciaux pour le développement de l'industrialisation et la promotion de l'intégration régionale.

45. A l'issue des discussions, le Comité a fait siennes les recommandations proposées par le Secrétariat.

46. Dans sa présentation portant sur les profils pays, le Secrétariat a expliqué que la décision de produire ces profils s'intégrait dans une vision plus large du développement de l'Afrique où les pays s'approprieraient eux-mêmes leur agenda de développement.

47. Cette proposition a été validée par la Conférence des Ministres en charge de la planification et du développement économique de la CEA qui s'est tenue à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en mars 2013. Cette initiative a de fait été confortée comme une orientation stratégique majeure du mandat de la CEA. A cet effet, il a été demandé à la CEA de définir un cadre méthodologique pour faire de ces notes pays un outil pour produire et diffuser des analyses et des recommandations politiques nationales et régionales. En particulier pour : promouvoir une croissance et un développement social durable ; renforcer l'intégration régionale, la planification du développement et la gouvernance économique ; et atténuer les risques potentiels. Ce processus passe par une harmonisation des méthodes de collecte et de présentation des données.

48. De ce fait, le Secrétariat a insisté sur la nécessité d'un partenariat avec les différentes institutions des Pays Membre sur la base d'un engagement formel de coopération et d'échange de données. Il a aussi été souligné que la CEA travaillera en partenariat avec les CERs et d'autres institutions des Nations Unies pour la collecte et la préparation de ces profils pays.

49. A l'issue de la présentation, le Comité a reconnu la difficulté de collecter, produire et diffuser les données statistiques. Il a, de ce fait, salué la volonté de la CEA d'associer le développement des Profils Pays à un programme de renforcement des capacités des Instituts Nationaux de la Statistique.

VI. TABLE RONDE : «Développer des chaînes de valeur régionales pour accélérer la diversification et la sophistication des économies Nord africaines» (Point 5 de l'ordre du jour)

50. La table ronde s'est tenue en présence de son Excellence M. Mehdi Ghania, Ministre de la Planification de la Libye. Le Président de séance a rappelé que le choix du thème s'inscrit dans la continuité et l'approfondissement des thématiques précédentes dont la diversification pour la transformation structurelle des économies de la région. Cette table ronde avait pour objectif :

- De faciliter un échange de perspectives et d'expériences autour de la question du développement des chaînes de valeurs régionales en Afrique du Nord pour favoriser l'accélération de la diversification et la sophistication des processus productifs et une meilleure intégration dans les chaînes de valeurs globales ;
- D'identifier les éléments clés qui permettront de mettre en place une stratégie opérationnelle pour le développement de CVR en Afrique du Nord afin de jouer un rôle moteur dans la transformation structurelle des économies ;
- De formuler des recommandations qui permettront de bien cadrer les termes de référence d'une étude sur la question qui sera réalisée ultérieurement.

51. Cinq présentations, regroupées en deux séances ont porté sur les questions suivantes. La première séance portait sur la question « Quelle approche coopérative entre les pays d'Afrique du Nord pour développer les CVR ». Trois communications ayant été faites par la CEA, l'OMC et l'Union Européenne, respectivement sur une introduction thématique des chaînes de valeur, le rôle des outils statistiques dans la planification économique et la mise en place d'un développement durable et inclusif, et les enjeux et défis du développement des CVR comme levier de l'intégration régionale. La deuxième session a porté sur « Quelle stratégie opérationnelle adopter en Afrique du Nord pour développer des CVR ? » avec des présentations de ESCAP sur l'expérience asiatique en matière de développement des VCR, de L'ONUDI sur le cadre conceptuel pour l'analyse et le développement des CVR, et de l'Union Internationale des transports Routiers (IRU) sur le rôle des transports routiers dans le processus d'industrialisation et d'intégration économique.

52. A l'issue des discussions, le Comité a fait siennes les recommandations proposées par le Secrétariat et formulé des recommandations additionnelles qui seront consignées dans le rapport de la table ronde.

VII. RAPPORT SUR L'AGENDA DE DEVELOPPEMENT DE L'APRES-2015

(Point 6 de l'ordre du jour)

53. La session sur l'état d'avancement de l'agenda de développement de l'après-2015 a été articulée en quatre présentations complémentaires.

Post 2015

54. Après avoir donné un aperçu de l'avancement des négociations mondiales relatives à l'agenda de développement post 2015, le Secrétariat a présenté le processus qui a conduit à l'élaboration de la position africaine commune (PAC) telle que décidée lors du Sommet de l'UA en 2010 et adoptée en janvier 2014. Il a passé en revue la situation des OMD en Afrique, mettant en exergue les bonnes performances de certains pays en matière de lutte contre la pauvreté, croissance économique, éducation et genre, mais aussi les défis, comme le chômage des jeunes, la lutte contre les inégalités et le changement climatique. Sur la base des enjeux au niveau global, régional et national, la PAC comprend les six domaines prioritaires suivants : i) la transformation économique structurelle et la croissance inclusive, ii) la science, la technologie et l'innovation, iii) le développement centré sur l'humain, iv) la gestion durable des ressources naturelles et des risques naturels, v) le financement et le partenariat, et vi) la paix et la sécurité.

55. Ce processus régional s'inscrit dans les négociations mondiales qui devraient aboutir en 2015 à l'adoption finale de l'agenda post 2015 par l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Les Objectifs de développement durable (ODD)

56. Le Secrétariat a présenté le rapport sur les ODD pour l'Afrique du Nord élaboré en 2013 dans le cadre du processus de préparation de la position africaine commune sur les ODD lancé par la CEA. Ce rapport prend en compte les observations faites par les experts lors de la réunion régionale africaine consultative organisée par la CEA en novembre 2013 à Addis Abeba et à laquelle ont participé tous les pays de la sous région.

57. La présentation s'est articulée autour de 5 points majeurs : (i) un rappel du contexte et de l'approche méthodologique ; (ii) une présentation des priorités sous-régionales en matière de développement durable ; (iii) la mise en cohérence de ces priorités avec les domaines et thématiques retenus dans le cadre des consultations nationales post 2015; (iv) une proposition de matrice d'objectifs, de cibles et d'indicateurs ; (v) les enseignements et les recommandations.

58. Sur la base d'une analyse des principales priorités sous-régionales d'ordre économique, social, environnemental et transversal (intégration équilibrée des trois piliers du DD, économie verte, intégration régionale, gouvernance et mobilisation des financements), les thématiques prioritaires pour la sous région ont été identifiées. Elles intègrent notamment des sujets qui n'étaient pas pris en compte par les OMD et qui sont déterminants pour la réalisation du développement durable, comme la gouvernance, la lutte contre la corruption, les changements climatiques, l'économie verte, l'emploi ou encore les disparités régionales. Les thématiques retenues ont été confrontées à celles identifiées par les pays lors des consultations nationales sur l'agenda post 2015, ce qui a permis de déboucher sur l'identification de 4 objectifs globaux, 36 cibles et 54 indicateurs. Les quatre objectifs visent à :

- ✓ Réduire la pauvreté et l'exclusion sociale des populations vulnérables ;
- ✓ Opérer une transformation structurelle de l'économie et atteindre une croissance verte inclusive ;
- ✓ Assurer l'accès universel aux services de base ;
- ✓ Construire une paix durable sur une base transparente.

59. Le rapport met également en évidence l'existence d'un certain nombre de risques de nature à affecter la mise en œuvre des objectifs et formule les recommandations suivantes : (i) adopter un processus de planification cohérent fondé sur une concertation continue, une coordination technique et institutionnelle entre les pays, une mutualisation des expériences de bonnes pratiques, des campagnes de sensibilisation et d'informations régulières, et une synergie forte avec les institutions sous-régionales ; (ii) renforcer les systèmes nationaux de production et d'analyse des données ; (ii) renforcer les capacités pour une meilleure appropriation des ODD et l'approche systémique qui les sous-tend ; (iii) mettre en œuvre des campagnes de formation et d'information sur l'économie verte (approche, principes, outils et bénéfices en matière de développement durable) ; (iv) mobiliser les moyens financiers, y compris internes ; et enfin (v) mettre en place un système de suivi et d'évaluation régulier de la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

Présentation du projet de développement d'un portail d'information sur l'adaptation au changement climatique pour l'Afrique du Nord

60. Le Secrétariat a fait une présentation du projet de création d'un portail d'information sur l'adaptation au changement climatique pour l'Afrique du Nord. Ce projet répond à un besoin réel de développement de bases de données et d'outils de partage d'information sur l'adaptation au changement climatique comme recommandé par les experts au cours de différentes réunions. L'objectif principal du portail est de lier les données de vulnérabilité et de risques de zones ou de secteurs spécifiques à des options et stratégies d'adaptation. Ce portail envisage la mise en commun et le partage de l'information de la CEA et des utilisateurs. Il est basé sur une approche libre et gratuite tant en termes de données qu'en termes d'interface et d'outils utilisés. Un prototype devrait être développé et présenté lors d'un atelier d'experts avant l'été 2014 ; un portail pilote qui prendra en compte les recommandations faites par les experts et les utilisateurs potentiels sera préparé pour l'automne 2014. La première version officielle devrait être lancée pendant le premier trimestre 2015.

Vision 2063

61. Le Secrétariat a présenté la vision 2063 qui fournit un cadre stratégique continental pour la promotion d'une croissance inclusive et d'un développement durable centré sur l'humain. Le Secrétariat a tout d'abord rappelé le contexte qui a prévalu à la définition de l'Agenda 2063, notamment la prise en compte des incertitudes liées aux changements intervenus dans l'environnement mondial (enjeux financiers, sécuritaires, évolution numérique, etc...) et des enjeux et opportunités propres au continent (changement démographique, urbanisation, consolidation démocratique, emploi des jeunes, existence d'institutions régionales fortes, etc...). Ces enjeux poussent le continent à accroître sa résilience et modifier sa trajectoire de croissance économique, dans le cadre d'une stratégie de développement à long terme visant le maintien de la stabilité du

continent, la consolidation des gains démographiques et de la croissance économique pour réduire la pauvreté, créer des emplois, renforcer l'accès aux services de base, la bonne gouvernance et le respect des droits humains, et l'accélération de l'intégration économique.

62. L'approche adoptée pour l'élaboration de cette vision est basée sur la capitalisation des résultats et des expériences réussies, ainsi que sur une consultation élargie avec tous les acteurs (organisations régionales, experts, ministères, secteur privé, « think tank », diaspora, société civile, académies,...). Elle vise à améliorer la cohérence entre les différents cadres et plans existants au niveau national et régional, y compris l'agenda post 2015.

63. Le Secrétariat a conclu en soulignant que les efforts vont se poursuivre pour développer un cadre pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la vision 2063, une stratégie de mobilisation de ressources, un plan décennal de mise en œuvre, ainsi qu'une stratégie de sensibilisation.

64. Le Comité a pris acte de ces quatre présentations, et a souligné l'importance de tirer les leçons des OMD et définir les priorités de développement de la sous région de façon endogène tout en renforçant la position du Continent en tant que partenaire et acteur des processus de négociation. Les pays devront s'assurer que les indicateurs retenus soient mesurables et que les indicateurs qualitatifs ne soient pas occultés. Les systèmes de statistiques devront être renforcés aux fins de produire des statistiques fiables capables de mesurer les indicateurs retenus. En outre, les ODD bien que universels devraient tenir compte des spécificités et des progrès différenciés réalisés dans chaque pays. En effet, certains OMD ont d'ores et déjà été atteints par certains pays, alors qu'ils demeurent au centre d'enjeux majeurs du développement durable pour d'autres (cas de l'éradication de l'extrême pauvreté).

65. Plus spécifiquement, le Comité a soulevé les points suivants :

- ✓ Le rôle essentiel de l'industrialisation dans la transformation structurelle des économies, la création d'emplois, la production responsable et le progrès technologique. La déclaration de Lima (2013) adoptée par tous les Etats membres de l'ONUDI considère le développement industriel comme un pilier important du développement durable et inclusif.
- ✓ La perspective du développement durable doit s'inscrire dans une nouvelle démarche qui remet l'entreprise et les acteurs privés au centre de la dynamique de changement et privilégie les solutions et partenariats « gagnant- gagnant » pour promouvoir une utilisation plus rationnelle des ressources naturelles et une meilleure utilisation des nouvelles technologies au profit d'une croissance plus soutenue et inclusive.
- ✓ La responsabilité sociale des entreprises (RSE) constitue un outil important de mise en œuvre des objectifs de développement durable. Des initiatives sont en cours dans certains pays (Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte) et pourraient être partagées et consolidées dans le cadre d'un projet RSE africain.
- ✓ Le rôle des collectivités locales dans la définition et la mise en œuvre de l'agenda de développement post 2015 est essentiel et devrait tenir compte des enseignements tirés de la mise en œuvre de l'Agenda 21 (agenda local).
- ✓ Les thématiques relatives à la déforestation et la lutte contre la désertification méritent d'être retenues comme objectif global compte tenu de leur importance.
- ✓ L'absence de la problématique de la migration et de la mobilité des populations dans la définition de l'agenda post 2015 a été mentionnée compte tenu de l'importance de cette question au vu des dynamiques actuelles liées à la mondialisation des flux.

66. Le Secrétariat a informé le Comité des travaux de la CEA sur les objectifs de développement africains et a plaidé pour leur adoption.

VIII. RAPPORT SUR LES AGENDAS REGIONAUX ET INTERNATIONAUX ET AUTRES INITIATIVES SPECIALES EN AFRIQUE DU NORD (CEA-AN) *(Point 7 de l'ordre du jour)*

67. Le Secrétariat a fait un rappel sur la finalité du rapport relatif à la mise en œuvre des agendas régionaux et internationaux de développement et des initiatives spéciales en Afrique du Nord. Il s'agit d'accompagner les Etats dans le suivi des progrès réalisés au regard des engagements internationaux et régionaux et de s'assurer de la prise en compte des priorités de la sous-région dans les processus de négociation au niveau international et régional. Il est articulé autour des axes majeurs que sont le processus africain de consultation pour l'élaboration de l'agenda Post-2015 (ODD), l'état des négociations sur le climat, le processus préparatoire de CIPD + 20, le deuxième dialogue de haut niveau sur les migrations, le suivi de la mise en œuvre de la CEDAF en Afrique, les résultats de la conférence ministérielle de Bali (Indonésie) sur les négociations du Cycle de Doha (OMC) et le Forum 2013 ICT4All. Le rapport présente aussi les activités réalisées par la CEA et le Bureau CEA-AN en appui à la préparation des pays d'Afrique du Nord à ces conférences et pour le suivi de la mise en œuvre des principaux engagements.

ODD

68. Suite au lancement des consultations en janvier 2013 par l'Assemblée Générale des Nations Unies afin de formuler des ODD de portée mondiale qui devraient être adoptées à sa 69^{ème} session en 2014, des groupes de travail ont été mis en place pour définir une approche conceptuelle des nouveaux objectifs et examiner un certain nombre de domaines prioritaires et de questions intersectorielles affectant le développement. Pour le Continent Africain, la sixième réunion annuelle conjointe de la conférence des ministres de l'économie et des finances de la CUA et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA tenue en mars 2013 à Abidjan (Cote d'Ivoire) a demandé à la CEA, la CUA et la BAD de s'assurer que les priorités de l'Afrique soient bien reflétées dans les ODD et de traduire la position commune du Continent en objectifs, indicateurs et cibles concrets. Elle a en outre insisté sur la nécessité d'assurer une convergence entre le processus post 2015 et celui des ODD. Dans ce cadre, la CEA a piloté avec la CUA et la BAD le processus africain de consultation sur les ODD. Ce processus vise à garantir l'adéquation des ODD aux priorités de développement de l'Afrique, leur appropriation et leur mise en œuvre. Il a conduit à l'élaboration de cinq rapports sous régionaux et d'un rapport régional africain qui ont été présentés et discutés lors de la réunion régionale africaine de consultation sur les objectifs de développement durable (Addis-Abeba, novembre 2013).

69. Le Secrétariat a informé la réunion que les consultations sur les ODD vont se poursuivre en 2014, en tenant compte de la position africaine commune sur le programme de développement de l'après-2015 qui est en cours de finalisation. Le Secrétariat a appelé les Etats à poursuivre leur engagement dans ce processus et impliquer davantage tous les acteurs nationaux, tout en veillant à une cohérence entre les positions définies dans les différents cadres de concertation, Africain et Arabe notamment.

Changement climatique

70. Relativement aux négociations sur le climat, la conférence de Varsovie tenue en 2013 a maintenu l'objectif initial de la plate-forme de Durban concernant un accord juridiquement contraignant pour toutes les Parties pour 2020, dont la signature doit intervenir en 2015. Le texte final approuvé à Varsovie exige que tous les pays préparent et présentent des objectifs nationaux au cours du premier trimestre 2015. Un grand nombre de questions toujours en suspend devront être traitées fin 2014 à

Lima (Pérou), lors de la CdP20. Le Groupe africain de négociateurs est de plus en plus préparé et reçoit de plus en plus d'aide des institutions panafricaines et internationales lors des conférences sur le Climat. La position commune africaine est maintenant plus claire, ce qui lui donne une voix plus importante lors des négociations. Mais l'Afrique a besoin que les négociations internationales continuent de se pencher sur des sujets essentiels tels que l'adaptation, l'agriculture, le financement ou les pertes et préjudices, afin de faire de Paris 2015 une CdP de succès pour la période post 2020.

Population

71. Suite à sa résolution 65/234 (Avril 2011) qui a constaté que le plan d'action de la CIPD est toujours d'actualité et vu le retard pris dans sa mise en œuvre depuis 1994, l'Assemblée Générale a décidé d'étendre sa mise en œuvre au delà de 2014, et de faire le suivi pour s'assurer que les objectifs et les buts seront atteints. Par la même occasion, la résolution met l'accent sur le besoin pour les pays de renouveler leur engagement politique au plus haut niveau non seulement pour atteindre les objectifs, mais également pour un suivi des progrès et des défis rencontrés. La même résolution a demandé au FNUAP, en consultation avec les Etats membres et en coopération avec les autres agences du système des Nations Unies et toutes autres organisations d'entreprendre une revue technique de la mise en œuvre du plan d'actions sur la base de la collecte et de l'analyse des données de qualité sur l'état du développement de la population.

72. Le Secrétariat a informé la réunion de la mise en place par le Bureau d'un mécanisme de coordination avec l'ESCWA et le Bureau régional du FNUAP afin que tous les pays d'Afrique du Nord reçoivent l'aide nécessaire pour produire les rapports nationaux d'évaluation. Les trois institutions ont notamment mis en place un système d'échange d'informations et de collaboration qui a permis un partenariat efficace et productif. Six pays sur sept ont soumis des rapports nationaux de qualité. Les informations recueillies et les rapports pays ont servi de base pour la préparation du rapport d'évaluation régionale pour l'Afrique. Le rapport, intitulé 'Exploiter le dividende démographique : l'avenir que nous voulons pour l'Afrique', souligne la nécessité pour les acteurs étatiques et non étatiques de s'engager de nouveau au plus haut niveau pour mettre pleinement en œuvre le Programme d'action.

73. La Conférence ministérielle africaine sur la population et le développement a eu lieu à Addis-Abeba (Ethiopie) les 3 et 4 Octobre 2013 pour examiner les résultats du rapport d'évaluation régionale. Lors de la conférence, les ministres ont reconnu qu'en dépit des grandes avancées en termes de droits de l'homme lors des 20 dernières années, des efforts supplémentaires doivent être déployés pour lutter contre la pauvreté et atteindre les libertés fondamentales, sans aucune distinction, qui permettent à la population de participer pleinement à la promotion sociale, économique et technologique. En outre, ils s'engagent à développer, renforcer et mettre en œuvre une législation appropriée, des politiques et des programmes nationaux qui garantiront les droits humains pour le développement économique et social inclusif et durable dans tous les secteurs .

Migration

74. Relativement au Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, le Secrétariat a informé la réunion que, dans sa résolution A/RES/65/170 de 2011, l'Assemblée générale a invité l'OIM, en coopération avec les commissions régionales et les autres entités compétentes du système des Nations Unies, à participer aux préparatifs du deuxième Dialogue de haut niveau en 2013 et à coordonner les processus consultatifs régionaux sur la migration. Dans le cadre de la préparation de ce Dialogue, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique en partenariat avec l'OIM a entrepris plusieurs activités dont le premier dialogue régional africain sur les migrations internationales, organisé à Addis-Abeba (Ethiopie) en août 2013, en consultation avec les Etats membres, les Communautés économiques régionales et d'autres organisations des Nations Unies sous le thème « Dialogue pour la coopération et la politique de l'intégration régionale ».

75. Le Bureau pour Afrique du Nord de la CEA a produit avec l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), une étude sur la prise en compte de la problématique de la migration dans les politiques et stratégies de développement dans les pays d'Afrique du Nord, y compris les pays membres de l'UMA. Cette étude a été développée sur la base des informations et données collectées par le biais d'un questionnaire transmis aux six pays (Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie). L'étude, qui constitue une importante source d'informations, analyse les décisions politiques prises au niveau national par certains pays de la sous région, afin d'évaluer la façon dont les enjeux liés à la migration sont pris en considération. Le second objectif de cette étude est de servir d'outil de plaidoyer pour accroître l'engagement politique des Etats nord- africains afin de promouvoir l'apport de la migration dans le développement économique et social.

76. Les principales recommandations qui ressortent des analyses effectuées tout au long de l'enquête sont que la gestion de la migration doit faire l'objet d'un cadre stratégique multisectoriel cohérent fixant des objectifs et orientations ainsi que des moyens d'intervention. Plusieurs domaines nécessitent encore plus de clarté dans la définition des actions à mener et plus de vigueur au niveau des programmes d'intervention. Cette étude a été soumise à l'approbation et à la révision lors d'un atelier d'experts tenu à Rabat les 20 et 21 novembre 2013.

CEDAW

77. Le Secrétariat, dans le cadre de sa contribution à la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1979, a produit en étroite collaboration avec l'ONU-Femmes le Rapport sur les femmes en Afrique de 2013 dont le thème porte sur « *Les coûts socioéconomiques de la violence à l'égard des femmes* ». Le rapport a pour finalité de mettre en évidence le constat que la violence représente un problème grave dans les pays africains en termes de coûts économiques. La violence faite aux femmes impose un coût économique aux nations sous forme de dépenses accrues en matière de santé, de services sociaux, de perte de productivité et de production, d'absentéisme et au titre des activités du système de justice civile et pénale.

78. Le constat et les recommandations formulées dans le rapport afin de lutter avec plus d'efficacité contre la violence à l'égard des femmes visent un certain nombre de domaines tels que l'établissement d'une base juridique adéquate pour la lutte contre toutes les formes de violence et l'application effective des lois déjà existantes. Par ailleurs, le rapport souligne que l'efficacité de la lutte contre la violence est limitée par le manque et l'insuffisance de données statistiques pour mesurer la nature, l'étendue et les implications pour le développement socio- économique du continent, de cette violence à l'égard des femmes. Le rapport souligne aussi l'urgence d'accorder plus de moyens à la prévention et à la sensibilisation de la société qui parfois, sous le prétexte de la culture et des traditions, tolère cette violence. Le rapport a été revu et amélioré par des experts lors d'un atelier organisé à Addis-Ababa du 25 au 27 septembre 2013.

Commerce international

79. Le Secrétariat a également informé la réunion des résultats de la conférence ministérielle de Bali (Indonésie) relatifs aux négociations du Cycle de Doha (OMC). Les 159 pays membres de l'organisation mondiale du commerce ont réussi à conclure un accord lors de la conférence ministérielle qui s'est tenue à Bali (Indonésie) du 4 au 7 décembre 2013. Cet accord représente moins de 10% de tout le programme de réformes lancé à Doha, mais l'enjeu était l'avenir même de l'OMC et du multilatéralisme en général, en cas d'échec de la conférence ministérielle. L'accord a porté sur des questions de négociation plus larges que le Cycle de Doha, et concerne trois volets : l'agriculture (avec un engagement à réduire les subventions à l'export), l'aide au développement (prévoyant une exemption accrue des droits de douane aux produits provenant des pays les moins avancés) et la «facilitation des échanges», qui ambitionne de réduire la bureaucratie aux frontières. Le paquet de

Bali reste modeste même s'il est considéré comme le premier accord d'envergure entre les membres de l'OMC depuis sa création en 1995.

80. Pour les pays africains, la facilitation du commerce représente un enjeu important, les coûts de transactions à l'intérieur du continent étant nettement plus élevés que ceux liés aux échanges avec des partenaires non africains. Une amélioration significative devrait renforcer le commerce intra-africain et au niveau des différentes communautés économiques régionales. Comme l'a montré l'étude de la CEA présentée lors du CIE 2013 sur l'Accord de Libre Echange Continental, la facilitation du commerce favorise plus le développement des échanges de produits manufacturés, notamment en Afrique du Nord, par rapport au reste des échanges. Une plus grande facilité de mouvement des intrants devrait accélérer la diversification et la sophistication des économies et faciliter une meilleure intégration aux chaînes de valeurs globales, ainsi que la création de chaînes de valeur régionales.

Société de l'Information

81. Le Secrétariat a présenté le rapport du Forum ICT4All, qui s'est tenu à Tunis du 11 au 14 novembre 2013, sur le thème : « De la société de l'information à la société du savoir ». Le Forum a été organisé en partenariat avec l'UIT, l'UNESCO, la CNUCED, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Union Africaine, la Ligue des Etats Arabes, la CEA, et l'ESCWA.

82. Le Forum a permis de procéder à un balisage du processus africain et arabe pour la préparation des échéances de UIT/2014 et ONU/2015, et d'évaluer les acquis et réalisations de l'agenda de Tunis afin de faire des propositions pour l'après 2015

83. Le Forum a mis l'accent sur l'importance de la cohérence du développement d'un environnement national propice, facilitant l'accès à l'Internet pour tous, dans le cadre de l'édification de l'économie numérique. Le forum inscrit les réseaux large bande comme service universel.

84. S'agissant de l'Agenda SMSI et du suivi de sa mise en œuvre, le Forum a passé en revue les développements du processus d'édification de la Société de l'Information, conformément à l'Agenda de Tunis 2005, avec: (i) la présentation du processus général d'évaluation des résultats du SMSI, particulièrement les grandes étapes devant permettre l'élaboration d'un rapport qui sera soumis à l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2015 ; (ii) une revue de la mise en œuvre des résultats du SMSI, dont le Plan d'action de Genève 2003 et l'Agenda de Tunis 2005, avec une évaluation des acquis à l'échelle africaine et arabe ; (iii) la proposition de grandes lignes pour l'élaboration de perspectives africaines et arabes pour l'après 2015.

85. Le Secrétariat a souligné l'importance pour nos Etats membres de bien s'impliquer dans ce processus afin de mieux s'intégrer dans la dynamique mondiale de mise en œuvre du Plan d'action du SMSI, de tirer profit des opportunités qu'elle offre, tout en se préparant aux nouvelles orientations des TIC pour les décennies à venir, dans le cadre de l'après 2015 et le développement durable intégré.

86. Le Secrétariat recommande aux Etats de continuer à s'engager davantage dans la mise en œuvre des différents agendas régionaux et internationaux et pour une meilleure prise en compte des spécificités et des priorités de la sous région dans la formulation des ODD et le programme de développement de l'après-2015.

IX. RAPPORT D'ACTIVITES DU BUREAU ET PROGRAMME D'ACTIVITES 2014

(Point 8 de l'ordre du jour)

87. Le Secrétariat a présenté le rapport sur les activités du Bureau pour la période allant de mars 2013 à février 2014. Il a passé en revue les travaux réalisés par le Bureau, notamment les études et publications, les réunions d'experts, les services-conseils, ateliers et séminaires.

88. Les activités ont été mises en œuvre dans le cadre du sous-programme 7 de la CEA intitulé « Appui aux activités sous régionales pour le développement » et du cadre stratégique centré sur un plus grand appui technique aux Etats membres et aux communautés économiques régionales (CER) en vue de renforcer leurs capacités pour l'intégration régionale, dans les domaines prioritaires pour la région Afrique du Nord. Le Bureau a ainsi continué à assister l'UMA à travers la mise en œuvre du programme pluriannuel conjoint, ainsi que les autres programmes adoptés au niveau international, y compris les OMD. Un accent a été également mis sur la mise en place et la maintenance de réseaux de connaissances et de bonnes pratiques dans les Etats membres.

89. La stratégie de mise en œuvre comprenait des activités de renforcement des capacités par des services d'assistance technique, des ateliers de formation et des études sur les politiques mises en œuvre pour relever les défis de développement spécifiques à l'Afrique du Nord, avec un accent particulier sur le plaidoyer pour l'intégration régionale.

90. Les principales thématiques sectorielles sur lesquelles le Bureau a travaillé au cours de la période sous revue incluent des domaines variés tels que le genre et développement rural, le développement des politiques novatrices et intégrées pour la croissance verte et durable, la protection sociale et l'intégration régionale. Le Bureau a également répondu à plusieurs requêtes de ses Etats Membres et a facilité leur participation ainsi que celle de l'UMA au processus de préparation de plusieurs rendez-vous internationaux.

91. Le Secrétariat a remercié les Etats membres pour leur collaboration relativement aux questionnaires de collecte de données, en soulignant l'importance des données fournies, qui ont contribué à l'amélioration de la qualité du rapport sur les conditions économiques et sociales. Le Secrétariat a encouragé les Etats membres à poursuivre les efforts pour fournir au Bureau des éléments d'information pertinents notamment au niveau sectoriel, pour l'exécution du reste du programme de travail 2013-2014, avant de présenter les activités programmées pour l'année 2014. Ces activités portent notamment sur la relance et l'accélération de l'intégration régionale par l'appui à la mise en place effective de certains fondamentaux. Il prévoit également dans le domaine du développement durable, des activités de soutien à la mise en œuvre du plan d'action sous régional de lutte contre la diversification (PASR-LCD) et le suivi des résultats de Rio+20. Le Bureau envisage également de poursuivre les activités de réflexion et d'analyse sur la diversification et la sophistication des économies nord africaines à travers des études et réunions sur les chaînes de valeur régionales et la facilitation du commerce intra maghrébin. Un suivi plus affiné de la transformation économique en Afrique du Nord sera également réalisé à travers la publication de profils pays qui s'appuieront sur des données de qualité, collectées par le Bureau auprès de sources nationales.

92. Le Comité a pris note du rapport et des objectifs de travail pour 2014 et a félicité le Secrétariat pour la qualité et la pertinence des activités entreprises et des efforts fournis pour répondre aux besoins des Etats membres et l'a encouragé à poursuivre ses efforts pour la mise en œuvre du programme 2014.

93. Le Comité a tenu à exprimer son appréciation de la qualité du travail du Bureau et certains membres du Comité ont remercié le Bureau pour l'assistance technique fournie au cours de l'année 2013.

X. SESSION SUR L'INTEGRATION REGIONALE (Point 9 de l'ordre du jour)

94. Le Secrétariat a présenté les activités réalisées par le Bureau dans le cadre de sa coopération avec l'Union du Maghreb Arabe au titre de l'année 2013. Cette coopération est formalisée par le programme pluriannuel de coopération signé entre le Bureau et le Secrétariat général de l'UMA.

95. Pour l'exercice 2013 qui a été une année de transition programmatique au niveau de la CEA, les activités se sont inscrites dans la continuité des objectifs identifiés pour la période 2010-2012. L'accent a été mis sur les questions d'intérêt commun aux pays du Maghreb et les moyens d'en faire des thèmes fédérateurs, afin d'apporter des réponses régionales aux défis auxquels font face les pays nord-africains.

96. Les activités mises en œuvre ont porté sur divers domaines stratégiques de la coopération régionale, notamment sur les thématiques de la transition énergétique, des migrations, de la sécurité sociale, du développement des échanges commerciaux et du renforcement des capacités de l'UMA.

97. Dans le cadre de cette coopération avec l'UMA, la CEA a lancé une consultation aux fins d'élaboration d'un document de politique régionale pour le développement des énergies renouvelables. La CEA en partenariat avec l'Organisation Internationale de la Migration (OIM), a également réalisé une étude sur la prise en compte de la problématique de la migration dans les politiques et stratégies de développement dans les pays d'Afrique du Nord, sur la base d'un questionnaire/pays. Les objectifs premiers étaient (i) d'analyser les décisions politiques prises au niveau national et au niveau de l'UMA afin d'évaluer comment les enjeux liés à la migration sont pris en considération et (ii) de fournir un outil de plaidoyer pour accroître l'engagement politique des Etats nord africains dans la valorisation de l'apport de la migration dans le développement économique et social. Le Secrétariat et l'Union du Maghreb Arabe (UMA) ont par ailleurs organisé en novembre 2013 à Rabat (Maroc), une réunion d'experts chargée de réfléchir sur les conditions et modalités d'une actualisation de la convention de sécurité sociale de l'UMA. Dans le domaine du renforcement des capacités, le Bureau a réalisé une étude de faisabilité d'un mécanisme de financement autonome de l'UMA. Le Secrétariat et le Maghreb Economic Forum (MEF) ont organisé, le 8 Octobre 2013 à Rabat (Maroc), une table ronde sur le thème '*Intégration financière et coopérations fonctionnelles en Afrique du Nord : le rôle des acteurs privés*'. Relativement à la mise en œuvre de l'initiative BIAT/CFTA, la CEA en partenariat avec le PNUD a mis à la disposition de l'UMA une personne ressource pour l'appuyer dans le cadre de l'élaboration de stratégie et plan d'actions pour stimuler le commerce intra-régional et intra-africain.

98. Le Bureau et le Secrétariat général de l'UMA ont également organisé en mai 2013 une réunion d'évaluation, aux fins de faire une revue d'ensemble des réalisations du MYP durant la période 2010-2013. La rencontre a permis à la fois de confirmer la pertinence des domaines stratégiques d'intervention et d'identifier de nouvelles priorités, au regard des développements intervenus au cours de l'année 2012, tant sur le plan interne au niveau de chacune des deux Institutions, qu'au plan régional et au niveau des Etats membres. Pour le moyen terme la coopération devra porter sur les domaines prioritaires tels que : la sécurité alimentaire, le commerce, les infrastructures, l'emploi, et les affaires économiques.

99. Le Secrétariat recommande aux pays membres de s'approprier les résultats de l'étude sur un mécanisme de financement autonome des institutions de l'Union du Maghreb Arabe et prendre les mesures nécessaires pour leur mise en œuvre.

100. Le Comité a souligné l'importance pour l'UMA de disposer d'un mécanisme de financement efficient et régulier pour assurer une continuité dans l'effort d'intégration régionale.

XI. EXAMEN ET ADOPTION DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA TABLE RONDE «DEVELOPPER DES CHAINES DE VALEUR REGIONALES POUR ACCELERER LA DIVERSIFICATION ET LA SOPHISTICATION DES ECONOMIES NORD AFRICAINES» *(Point 10 de l'ordre du jour)*

101. Les recommandations de la table ronde sur « Développer des chaînes de valeur régionales pour accélérer la diversification et la sophistication des économies Nord africaines » ont été portées à l'examen du Comité qui les a amendées puis adoptées telles que reproduites dans l'annexe du présent rapport.

XII. EXAMEN ET ADOPTION DU RAPPORT DE LA XXIX^{ème} REUNION DU CIE *(Point 11 de l'ordre du jour)*

102. Le Comité a examiné et adopté les recommandations de sa XXIX^{ème} réunion, telles que reproduites dans l'annexe du présent rapport.

103. Le Comité a par la suite adopté le présent rapport qui contient les amendements qu'il a eu à apporter lors de son examen et a demandé au Secrétariat de les transmettre à la Conférence des Ministres.

XIII. DATE ET LIEU DE LA XXX^{ème} REUNION DU CIE *(Point 12 de l'ordre du jour)*

104. Il a été convenu que la 30^{ème} réunion du CIE devra se tenir avant la Conférence des ministres de 2015. Elle se tiendra à Rabat, à moins qu'un autre Etat membre informe le Secrétariat de son souhait de l'abriter.

XIV. QUESTIONS DIVERSES *(Point 13 de l'ordre du jour)*

Le Représentant de l'UMA a réaffirmé l'importance du partenariat entre l'UMA et la CEA pour la réalisation des objectifs d'intégration en Afrique du Nord

XV. CLOTURE DE LA REUNION *(Point 14 de l'ordre du jour)*

105. La XXIX^{ème} Réunion du CIE a adressé une Motion de Remerciement à sa Majesté le Roi Mohamed VI et au Gouvernement marocain. Le texte de la Motion est reproduit en annexe.

106. Le Président du bureau du CIE a félicité le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, et plus particulièrement sa Directrice, Mme Karima Bounemra Ben Soltane, pour la qualité des documents présentés et du rapport de la réunion.

107. Dans son mot de clôture, la Directrice du Bureau s'est réjouie de la richesse des débats qui ont permis de discuter le thème du CIE dans ses différentes dimensions. Elle s'est également réjouie du soutien continu apporté à la CEA par le Gouvernement du Royaume du Maroc.

108. Elle a rappelé qu'au cours de la réunion l'accent a été essentiellement mis sur les aspects économiques de cette transformation, appelant au développement d'un secteur industriel plus diversifié, qui génère de la valeur ajoutée et qui crée davantage d'emplois stables et décents. Mais il faut avoir à l'esprit qu'en fin de compte tous ces efforts doivent aboutir à une accélération du développement social, dans le cadre de politiques et programmes centrés sur la personne humaine et que les décisions prises doivent l'être avec un souci constant de préservation de l'environnement et des ressources naturelles de nos pays. Elle a également ajouté que la table ronde a permis de déterminer les questions que vous avez jugées prioritaires à approfondir afin de recommander à nos pays le meilleur moyen de développer des chaînes de valeur régionales et ainsi contribuer à leur agenda de coopération et d'intégration, agenda d'une extrême importance. Les débats très intenses sur l'agenda de développement du continent et de l'Afrique du Nord en particulier, ont donné une perspective à long terme, avec la vision Afrique 2063, et une perspective plus proche et opérationnalisable, avec l'agenda post 2015 et l'établissement des Objectifs pour le Développement Durable.

109. Elle a remercié Son Excellence M. Driss El Azami El Idrissi, Ministre Délégué au Budget du Royaume du Maroc, son Excellence M. Mehdi Ghania, Ministre de la Planification de la Libye et M. Habib Ben Yahia, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) pour avoir, par leur présence rehaussé la portée de cette réunion

110. Elle a également remercié les participants pour l'intérêt qu'ils ont porté à l'examen des questions statutaires soumises à leur examen. Elle a déclaré que les recommandations et le rapport de la réunion seront transmis à la Conférence des Ministres de la CEA, comme instruit par le CIE.

111. Enfin, elle a remercié tous les participants pour leur contribution à la réussite du CIE, notamment les délégués des Etats membres, la société civile, le secteur privé, le bureau du CIE, les différentes institutions, les personnes ressources, les collègues du Siège, le personnel du Bureau, les interprètes ainsi que les hôtes et les personnes en charge de la logistique.

**RECOMMANDATIONS DE LA XXIX^{ème} REUNION DU COMITE
INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS**

A l'issue des délibérations, le Comité a fait les recommandations suivantes, et demandé au Bureau de les transmettre à la Conférence des Ministres:

Performances économiques et sociales

Aux pays

1. Renforcer / rétablir un climat de confiance pour attirer davantage les investisseurs, au travers d'une meilleure stabilité institutionnelle et des réformes ambitieuses de l'environnement des affaires et de stimulation de l'entrepreneuriat;
2. Promouvoir un plus grand dynamisme du secteur manufacturier, pour un élargissement de l'offre régionale de biens et services et une montée en puissance des industries à plus forte valeur ajoutée ;
3. Accélérer la diversification des partenaires commerciaux extérieurs, avec deux priorités, l'Afrique du Nord et le reste du Continent, pour réduire la vulnérabilité aux chocs induits par des ralentissements chez les principaux partenaires actuels;
4. Oeuvrer pour le renforcement des mesures de facilitation du commerce prévues par les accords internationaux, notamment les accords de Kyoto ;
5. Promouvoir l'intégration du secteur informel par la mise en place de mécanismes de transition pour assurer leur mise aux normes ; et renforcer la coopération régionale pour lutter contre le commerce parallèle transfrontalier ;
6. Procéder à la réforme des systèmes de subventions ou de compensation en canalisant davantage l'appui vers les catégories sociales les plus vulnérables, et ce à travers un meilleur ciblage ; pour une plus grande efficacité, la mise en place des mécanismes retenus devra s'accompagner d'une mise à jour régulière des données et d'une gouvernance efficace.

A la CEA

7. Développer la dimension de la gouvernance dans le rapport économique et social compte tenu de son importance dans la problématique du développement de la sous région.
8. Intégrer les questions environnementales dans l'analyse et l'évaluation des conditions économiques et sociales et dans les profils pays afin de tenir compte des différentes dimensions de la transformation structurelle.

Profil pays

Aux pays

9. Fournir à la CEA en temps opportun les données et les informations nécessaires à l'élaboration des profils pays.

A la CEA

10. Utiliser les sources officielles produites par les autorités publiques, notamment les offices nationaux de statistiques et les comptes publics comme la source principale des profils pays ;
11. Intégrer dans les profils pays une analyse de la vulnérabilité des pays face au changement climatique et une évaluation de l'impact économique et social des catastrophes naturelles ;

Les chaînes de valeur régionales

Aux pays

12. S'approprier les résultats et recommandations de la table ronde et les transmettre aux départements nationaux concernés.

A la CEA

13. Lancer l'étude sur les chaînes de valeur régionales sur la base de ces recommandations, en partenariat avec les institutions concernées.

L'agenda de développement post 2015

Aux pays

14. Œuvrer dans le cadre des processus de négociations en cours à renforcer la cohérence entre les ODD et l'agenda de développement post 2015, au niveau continental et international
15. Favoriser, à travers le lancement d'un débat national, l'appropriation des ODD et de leurs indicateurs par toutes les parties prenantes, pour mieux assurer le suivi et le contrôle des engagements nationaux et des progrès réalisés, dans le cadre d'une approche inclusive ;
16. Prendre en compte les différentiels de niveau de développement des pays dans la définition des objectifs de développement post 2015, tenant compte du principe de responsabilité commune mais différencié ;
17. Définir des objectifs nationaux de développement intermédiaires pour la mise en œuvre de la vision africaine 2063 ;
18. Promouvoir l'utilisation de référentiels communs de gouvernance publique qui intègrent l'engagement politique, la transparence des politiques publiques et la redevabilité ;
19. Considérer les opportunités offertes par l'économie verte dans les processus de développement économique des pays et dans les stratégies sectorielles ;
20. Plaider pour l'intégration de la dimension migration dans l'Agenda post 2015 et l'intégrer dans les politiques et les programmes nationaux de développement économique et social;

21. Réfléchir à la mise en place d'un fonds sous-régional pour le financement des ODD auquel contribueraient les Etats, les Banques nationales et régionales, et les instruments internationaux ;
22. Rendre plus performants et adapter les systèmes statistiques pour améliorer les mécanismes de prévision, de suivi et d'évaluation et rendre compte de manière régulière des efforts engagés (valoriser les succès et corriger les échecs).

Les agendas régionaux, internationaux et autres initiatives spéciales

Aux pays

23. Se préparer à présenter, conformément à l'accord de la conférence de Varsovie sur le changement climatique, leurs contributions volontaires aux efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre en vue de la Conférence de 2015 ; Poursuivre la consolidation de la position commune africaine dans le cadre des négociations sur le climat en vue d'inclure dans les négociations les questions essentielles que sont l'adaptation, l'agriculture, le financement et les pertes et préjudices ;
24. Renforcer le dialogue national sur la question des violences à l'égard des femmes et veiller à l'application effective des lois et conventions y afférentes, adoptées par les pays.
25. Améliorer la disponibilité des données statistiques visant à mesurer la nature, l'étendue et les implications pour le développement socio-économique du Continent, de la violence à l'égard des femmes .
26. Poursuivre les efforts pour mieux s'intégrer dans la dynamique mondiale de mise en œuvre du Plan d'action du SMSI afin de tirer profit des opportunités qu'elle offre, tout en se préparant aux nouvelles orientations des TIC pour les décennies à venir, dans le cadre de l'après 2015 et du développement durable intégré.

A la CEA

27. Continuer à aider les pays à coordonner leurs efforts dans le cadre des agendas régionaux et internationaux pour renforcer leurs positions communes et les tenir informés des progrès réalisés.

Intégration régionale

Aux pays

28. Poursuivre l'effort d'intégration régionale par la mise en place de mesures de facilitation du commerce, la promotion de chaînes de valeur régionales, l'opérationnalisation de la zone de libre-échange et la libre circulation des personnes ;
29. Adopter une stratégie d'intégration qui inclut le renforcement des capacités de production, la promotion et le développement du secteur privé des pays de la région ;
30. S'approprier les résultats de l'étude sur un mécanisme de financement autonome des institutions de l'Union du Maghreb Arabe et prendre les mesures nécessaires pour sa mise en œuvre.

RECOMMANDATIONS DE LA TABLE RONDE « DEVELOPPER DES CHAINES DE VALEUR REGIONALES POUR ACCELERER LA DIVERSIFICATION ET LA SOPHISTICATION DES ECONOMIES NORD AFRICAINES »

La table ronde sur « le développement des chaînes de valeurs régionales en Afrique du Nord, première étape de la définition des contours d’une étude sur le sujet dans le cadre de la réunion d’expert (EGM) que le bureau se propose d’organiser en 2014, a dressé un certain nombre de constats et permis de dégager des recommandations qui devrait permettre d’orienter les travaux de l’étude et le choix des thèmes qui seront abordés lors de cet EGM :

- ✓ Reconnaissant que l’industrialisation est centrale afin d’engendrer une transformation structurelle effective ;
- ✓ Partant du constat que les pays de la région ne participent que faiblement au commerce mondial, qu’ils connaissent un déficit structurel croissant expliqué en grande partie par la faiblesse de la diversification de leur appareil productif et qu’ils font face à de nombreux défis nécessitant une croissance plus forte, durable et inclusive ;
- ✓ Notant que la participation des pays au commerce mondial se fait de plus en plus au travers de leur participation aux chaînes de valeurs globales (CVG) et que l’accès à ces CVG implique de nombreux pré-requis, notamment en matière de logistique et d’environnement institutionnel et juridique qui nécessitent des investissements importants aussi bien au niveau humain que financier et des politiques publiques actives en la matière ;
- ✓ Regrettant que la part des échanges régionaux ne représente que 4.8% des échanges globaux de l’Afrique du Nord et que la part des produits manufacturés dans ces échanges a tendance à baisser ;
- ✓ Reconnaissant que le développement de chaînes de valeurs régionales et l’augmentation des échanges intra-régionaux peut être un levier important pour répondre à ces défis en :
 - Accélérant la diversification et la sophistication des économies ;
 - Favorisant la création de nouveaux avantages comparatifs dynamiques
 - Facilitant la participation aux CVG dans des segments à plus forte valeur ajoutée.

La table ronde a procédé aux recommandations suivantes:

Au niveau des réformes transversales à mener il est crucial de :

1. Améliorer et renforcer la bonne gouvernance, le climat des affaires en général et les mécanismes institutionnels en charge d’ancrer nos pays dans les chaînes de valeurs régionales et mondiales
2. Favoriser la participation du secteur privé et de la société civile à ce processus au travers d’un dialogue et d’un partenariat stratégique qui guideront les transformations institutionnelles nécessaires pour promouvoir la production et l’emploi :
 - En agissant sur la formulation des politiques et de leur application réelle
 - En concevant et mettant en œuvre des programmes par des task forces régionales de CVR en s’appuyant sur un fond de financement de projets prioritaires

3. Renforcer la coopération intra régionale dans les domaines des ressources humaines, de la RD et de l'innovation où les capacités sont complémentaires mais non utilisées de manière optimale, et accroître les ressources financières qui y sont allouées;
4. Lever les contraintes d'offres pour participer aux chaînes de valeurs comme les infrastructures (physiques et cadres normatifs), renforcer les instruments d'accès au financement du commerce extérieur, la mise en conformité avec les normes et standards internationaux, notamment au travers de programmes de renforcement des capacités et la mise à niveau.
5. Mobiliser le financement adéquat qui représente un véritable défi face à certains régimes de change. La faiblesse des outils existants plaide pour un effort important en matière d'offre de produits financiers orientés vers les investissements dans les CVR et le développement d'institutions de financement à l'échelle régionale (Banque Régionale).
6. Favoriser l'essor de la grande distribution compte tenu de son impact sur les chaînes de valeurs, notamment en stimulant les secteurs agricoles et industriels et en favorisant le développement de nouvelles filières, en encourageant la normalisation et en développant la compétitivité des acteurs locaux en les intégrant dans des chaînes logistiques performantes .
7. Améliorer les mécanismes de prise en compte et de partage des risques tout au long des CVR.

Au niveau des priorités de recherches à mener à court et à moyen terme il est important de :

8. Identifier les secteurs porteurs en matière de CVR en procédant à un « mapping » des atouts et avantages comparatifs de chaque pays de la sous-région et en identifiant les leviers à actionner et les contraintes à surmonter afin d'enclencher une coopération régionale effective ;
9. Adopter une approche systématique qui établisse des priorités entre les différentes chaînes de valeurs, identifie les différents acteurs et leurs liens et interactions ; analyse les capacités technologiques et performances économiques et formule une stratégie de mise à niveau des chaînes sélectionnées tout en considérant les aspects réglementaires et institutionnels ;
10. Développer les partenariats entre la CEA et d'autres organisations internationales et régionales afin d'améliorer la disponibilité de l'information statistique et de permettre la coordination des efforts menés en termes de création et de gestion de savoir et de conceptualisation de programmes/projets.

Au niveau des services et infrastructures de support, le développement de CVR doit prendre en compte et intégrer la composante facilitation du commerce, logistique et transport en tant que maillon indispensable au développement de la compétitivité des économies nord africaines. Cette prise en compte suppose :

11. L'accélération des réformes de facilitation de commerce au travers de la mise en œuvre des EDI et des guichets uniques;
12. Le développement de Zones Franches et Zones Economiques Spéciales transfrontalières ;
13. La mise en place de politiques visant à harmoniser l'environnement économique, financier et réglementaire, y compris en matière de concurrence pour favoriser l'investissement, la circulation des personnes, des marchandises et des informations qui leurs sont liées dans les pays d'Afrique du Nord ;
14. Le soutien et l'achèvement du projet d'autoroute trans-maghrébine y compris sa composante horizontale dans le domaine de la facilitation et son extension aux autres pays d'Afrique du Nord ;
15. L'adhésion et/ou la mise en œuvre des grandes conventions internationales de facilitation du commerce et du transport de l'ONU et en particulier de la Convention internationale sur l'Harmonisation des contrôles des marchandises aux frontières et de la Convention TIR, qui garantiront:
 - l'interconnexion économique des pays d'Afrique du Nord entre eux
 - leur connexion avec les grands marchés mondiaux
16. La mise en place d'une politique harmonisée visant à une meilleure professionnalisation du secteur des transports routiers, en cohérence avec les autres modes de transport, sur des bases internationalement reconnues (Académie de l'IRU) et harmonisées afin de garantir étape par étape une intégration du secteur informel dans l'économie formelle.

Enfin, le développement de CVR dans le cadre d'un développement durable et inclusif met en exergue la question de l'équité aussi bien au niveau local et national, que régional. Ce n'est qu'en adoptant une approche qui tienne compte de cette dimension que la durabilité des CVR sera assurée.

ORDRE DU JOUR

1. **Séance d'ouverture**
2. Election du bureau
3. **Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail**
4. Les conditions économiques et sociales
 - 4.1 Rapport économique et social 2012-2013
 - 4.2 Approche conceptuelle, structure et méthodologie pour les Profils pays
5. **Table ronde : « Développer des chaînes de valeur régionales pour accélérer la diversification et la sophistication des économies Nord africaines »**
6. L'agenda de développement de l'après-2015
 - 6.1 Les OMDs et les perspectives Post 2015
 - 6.2 Les ODDs
 - 6.3 La vision 2063
 - 6.4. Présentation du projet de développement d'un portail d'information sur l'adaptation au changement climatique pour l'Afrique du Nord
7. **Agendas régionaux et internationaux et autres initiatives spéciales**
8. Questions statutaires
 - 8.1 Rapport sur les activités du Bureau (mars 2013 – février 2014) et Présentation du programme d'activités 2014 de la CEA-AN
 - 8.2 Rapport sur les activités de la CEA
9. **Session sur l'intégration régionale**
 - 9.1 Rapport sur les initiatives sous-régionales
 - 9.2 Concept et méthodologie pour la mesure de l'intégration en Afrique
10. **Examen et approbation des recommandations de la table ronde 'Développer des chaînes de valeur régionales pour accélérer la diversification et la sophistication des économies Nord africaines'**
11. **Examen et adoption des recommandations et du rapport du CIE**
12. **Date et lieu de la prochaine réunion du CIE**
13. **Questions diverses**
14. **Clôture de la réunion**

LISTE DES PARTICIPANTS

ALGERIE – ALGERIA

1. S.E. M. Hichem Kimouche
Ministre Conseiller
Ambassade d'Algérie
Tél : +212 537 66 15 74 - Fax : +212 537 76 22 37

2. M. Sofiane CHAIB
Attaché Diplomatique
Assistant personnel de SEM l'Ambassadeur d'Algérie
Ambassade d'Algérie
Tél : +213 537756931 poste 133
Email : schaib@yahoo.fr

EGYPTE – EGYPT

3. Mme Ragaa El Wakeel
1st Secretary
Embassy of Egypt
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 7318 33-34 - Fax : +212 537 706821
Email : ragaa.elwakeel@mfa.gov.eg /
ragaakw@yahoo.com

4. Amb. Omar Aboueich
Deputy Assistant Foreign Minister
for International Cooperation for Development
Ministry of Foreign Affairs
Cairo, Egypt
Tél : +202 25 749 854 - +202 25 749 855
Fax : +202 25 749 622
Email : oeich@hotmail.com /omar.aboueich@mfa.gov.eg

5. Mme Suzane Aly Aly Mouhamed Moussa
General Director of National Accounts Department
Central Agency for Public Mobilization and Statistics (CAPMAS)
Cairo, Egypt
Tél : +202 2402 3031 - +202 402 4632
Fax : +202 2402 4099
Email : suzane.moussa@hotmail.com /
capmas@capmas.gov.eg

6. Mme. shadya Qadry
General Manager of International Agreements
Ministry of Trade and Industry
Cairo, Egypt
Fax : +202 26 130 129 / +202 26 130 136
Email : shadya_qadry@yahoo.com

LIBYE – LIBYA

7. H.E. Dr Al Mehdi A. Ghania
Minister of Planning
Ministry of Planning
Tripoli, Libya

8. M. Haithem Adli El messlati
Chairman, Committee of Strategic Communication
Libyan Industry Union
Tripoli, Libya
Tél : +218 912 136 484
Fax: 00 218 21 4774197
Email : md@liu.ly

9. M. Ali molhtar Nuseer
Director
Libyan Industry Union
Tripoli, Libya
Tél : +218 214 781 382 - Fax : +218 214 774 197
Email : info@liu.ly

10. M. Alafi Annagi
Member at Libyan Industry Union
Tripoli, Libya
Tél : +218 214 78 1382 - Fax : +218 214 77 41 97
Email : almaziaasal@gmail.com

11. M. Ali Mohamed Emsseri
Attaché commercial à l'Ambassade de Libye
Ambassade de Libye
Rabat (Royaume du Maroc)

12. M. Mussa Ezubik
General Manager of Strategical planing of studies
and research-Dep
Ministry of Economy Libya
Tripoli, Libya
Tél : +218 214 831 427
Email : mussaezubik@gmail.com

13. M. Hasen Ben Tahar
Ministry of Economy
Tripoli, Libya
Email : hasenbintaher@yahoo.com

MAROC – MOROCCO

14. SE M. Idriss Azami Al Idrissi,
Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie
et des finances chargé du budget
Ministère de l'économie et des finances
Rabat (Royaume du Maroc)

15. Mme Nadia El Boukili
Conseillère de Monsieur le Ministre délégué auprès du
Ministre de l'économie et des finances chargé du budget
Ministère de l'économie et des finances
Rabat (Royaume du Maroc)

16. Mme Zakia El Midaoui
Direction de la coopération multilatérale
Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél: +212 537 76 68 29 - Fax: +212 537 77 47 76

17. M. Abdellah Ben Mellouk
Chef de la Division des Questions économiques et financières
Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél: +212 537 66 00 58 - Fax: +212 537 76 55 08
Email: benmellouk@maec.gov.ma

18. Mlle Boutaina Ben Moussa
Chef du Service des institutions financières
Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Rabat (Royaume du Maroc)
Email : boutainab@hotmail.com

19. Mme Souad Al Brahim
Cadre
Direction de la coopération multilatérale
Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Rabat (Royaume du Maroc)
Email : s.albrahim@yahoo.fr

20. Mlle Meriem Eddaou
Cadre au sein de la Direction de la Coopération Multilatérale et
des Affaires Economiques Internationales
Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 67 73 67 - Email : meriemeddaou@yahoo.fr

21. Mme Loubna M'hamdi Alaoui
Chef de Service des Relations avec les Institutions Internationales
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 67 73 69
Email : l.alaoui@tresor.finances.gov.ma
22. M. Abdellah Fadlallah
Cadre supérieur
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Royaume du Maroc)
Email : a.fadlallah@tresor.finances.gov.ma
23. Mme Hinde Al Maaroufi
Cadre supérieur
Service Etudes et Balance des paiements
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Royaume du Maroc)
Email : h.elmaaroufi@tresor.finances.gov.ma
24. Mme Zainab Masbahi
Cadre
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Royaume du Maroc)
Email : z.masbahi@tresor.finances.gov.ma
25. M. Jilali Kenzi
Adjoint au Directeur
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 67 73 67
26. M. Abdelali Eddebbagh
Chef de Division
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 67 73 67
Email : a.eddebbagh@tresor.finances.gov.ma
27. Mlle Siham Souihel
Cadre chargé des Relations avec les Institutions Internationales
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 67 73 67
Fax : +212 537 67 75 32
Email : s.souihel@tresor.finances.gov.ma
28. Mlle Karima El Harfaoui
Cadre
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Royaume du Maroc)
Email : k.elharfaoui@tresor.finances.gov.ma
29. Mlle Fadwa Ben Tahar
Cadre administratif
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 67 73 67
Email : f.bentahar@tresor.finances.gov.ma
30. Mlle Badia Setta
Administrateur
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Royaume du Maroc)
Email : b.setta@ tresor.finance.gov.ma
31. M. Abdelkarim Achir
Service Etudes et balance des paiements
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Royaume du Maroc)
Email : a.achir@tresor.finances.gov.ma
32. M. Mohamed El Khachine
Cadre Supérieur
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Royaume du Maroc)
Email : m.elkhachine@tresor.finances.gov.ma
33. Mme Saida Adalduch
Cadre à la Division de la Coopération
Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 767479
Email : sadalduch@yahoo.fr
34. M. Youness Taouil
Cadre
Direction de l'Industrie.
Ministère de l'industrie, du Commerce, de l'Investissement
et de l'Economie Numérique
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 6 96 38 /81
Email : ytouil@mcinet.gov.ma
35. M. Fihri Boushaba
Cadre à la Direction de la coopération et Communication
Direction de l'Industrie.
Ministère de l'industrie, du Commerce, de l'Investissement
et de l'Economie Numérique
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 66 96 48
Email : fboushaba@ mcinet.gov.ma
36. Mlle Ibtissam Kaifouf
Chef de la Division de la Coopération et du Partenariat
Ministère de l'industrie, du Commerce, de l'Investissement
et de l'Economie Numérique
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 66 96 48 - Fax : +212 537 66 96 79
Email : kaifouf@mcinet.gov.ma
37. M. Nihou Abdelaziz
Directeur de la planification
Direction de la planification
Haut Commissariat au Plan (HCP)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 57 69 22/ +212 537 57 85 18
Fax : 05 37 77 32 17 / +212 537 57 69 13
Email : anihou@gmail.com
Email : yyoussef@economie.gov.ma
38. Mme Saida Kaouki
Chef de Division des secteurs productifs et de la compétitivité
Haut Commissariat au Plan
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 27 00 40
Email : sakaouki@gmail.com
39. Mme Nada Edrissi
Ingénieur d'Etat
Haut Commissariat au Plan
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél: +212 537 270040
Email : nada.edrissi@gmail.com
40. M. Mohamed Assouli
Chef de service des études économiques
Haut Commissariat au Plan
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél: +212 537 57 85 49 - Fax : +212 537 57 69 44
Email : med_assouli@hotmail.com

41. M. Jilali Rahali
Chef De Division
Direction de la Statistique
Haut Commissariat Au Plan
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 5 37 27 29 00
Email : jrahali@statistic.gov.ma
42. Mlle Sanaa Fiqhi
Ingénieur d'Etat
Haut Commissariat Au Plan
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 5 37 27 29 00
Email : sanaafiqhi@gmail.com
43. Mlle Hajar Hadari
Ingénieur d'Etat
Haut Commissariat Au Plan
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 5 37 27 29 00
Email : hadarihajar@gmail.com
44. Mme. Khadija El Houdi
Ingénieur Général chargé de l'environnement et du développement durable
Haut Commissariat au Plan
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 27 00 42 - Fax : +212 537 27 00 18
Email : gourmaweb@yahoo.fr
45. Mme Mariam El Joubari
Chef de services des bases de données pour la modélisation
Direction de la prévision et de la prospective
Haut Commissariat au Plan
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 57 85 85
Email : mariam.eljoubari@gmail.com
46. **MAURITANIE - MAURITANIA**
M. Oumar Youssouf Gueye
Directeur de la Prévision et de l'Analyse Economiques
Direction Générale de la Politique Economique et des Stratégies de Développement
Ministère des Affaires Economiques et du Développement
Nouakchott, Mauritanie
Tél : +222 4525 35 71 -
Email : oumargueye@hotmail.com
47. M. Ousmane Wagué
Directeur du Développement Industriel
Ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme
Nouakchott, Mauritanie
Tél : +222 46445856 - +222 26445856
Email : wagueousmane@yahoo.fr/
Email : wousmane@industrie.gov.ma
48. M. Yacoub Youssef Cheikh Sidiya
Chef Service P.I. des Données et des Outils de Modélisation
Ministère des Affaires Economiques et du Développement
Nouakchott, Mauritanie
Tél : +222 22 38 16 36 - +222 36 32 73 25
49. M. Mohamed Moctar Ahmed Sidi
Directeur Général - Office National de la Statistique
Nouakchott, Mauritanie
Tél : +222 44 48 84 38
Email: mmsbacar@gmail.com / dg@ons.mr
- SOUDAN – SUDAN**
50. M. Mohammed Ali Altoam
Chargé d'affaire
Ambassade de Soudan
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 28 64 /65
Email : whitenile99@yahoo.com
51. M. Hussein Koya
Manager
Ministry of Finance of National Economy
Khartoum, Sudan
Email: hussinkoyaec@gmail.com
52. M. Ali Alamin
Environmental planning management
Ministry of Environment, Forestry and Physical Development
Khartoum, Sudan
Email: envitra@yanoo.com
53. Mme Zeinab Ali Mohamed Sala
Director of National Accounts
Khartoum, Sudan
Tél : +249 18 377 255 - Fax: +249 18 377 131
Email: zeinabsala@yahoo.com
54. M. El Amine Ahmed Osman Ahmed
Director General of the External Relation Department
Ministry of Industry
Khartoum, Sudan
Tél : +249 122 35 28 64 - Fax : +249 183 77 76 30
Email : alamintahiab@hotmail.com
- TUNISIE – TUNISIA**
55. Mme Raoudha Ben Mansour
Chargés des affaires économiques
Ambassade de la république Tunisienne
Rabat (Royaume du Maroc)
56. M. Tarek Bouhlel
Conseiller des Services Publics à Direction Générale de la Coopération Régionale
Secrétariat d'Etat du Développement et de la Coopération Internationale
Ministère de l'Économie et des Finances
Tunis, Tunisie
Tél : +216 71 798 522 poste 2006
Fax : +216 71 799 069
Email : tarek.bouhlel@mdci.gov.tn - tarekbouhlel@yahoo.fr
57. Mme Lamia Ghazouani
Conseiller de Services Publics
S/D - Bureau de Coopération Internationale et des Relations Extérieures
Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines
Tunis, Tunisie
Tél : +216 71 903 710 - Fax : +216 71902742
Email : Lamia.Ghazouani@mit.gov.tn
58. M. Mustapha Bouzaine
Directeur Central
Institut National de la Statistique
Ministère de l'Economie et des Finances
Secrétariat d'Etat au Développement et la Coopération Internationale
Tunis, Tunisie
Tél : +216 71 28 04 55 - Fax: +216 71 79 25 59
Email : bouzayane.mustapha@mdci.gov.tn
59. Mme Shéhérazade Berrhouma
Directrice de Coopération Multilatérale
Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA)
Tunis, Tunisie
Tél : +216 71 14 20 50 - Fax : +216 71 80 97 04
Email : s.belaiba@utica.org.tn
60. Mme Selma Ben Cheikh Bellagha
Alternative Capital Partners
Tunis-Tunisie
Tél : +216 71 96 57 70 - Email : selma@alter-cap.com

61. M. Nabil Hamdi
Sous Directeur de la Prospective et de la Planification et
Ingénieur en chef
Direction Générale du développement Durable
Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire et
Développement Durable
Tunis, Tunisie
Tél : +216 70 72 86 44 Poste : 297
Fax : +216 70 72 86 55
Email : hamdienvironnement@yahoo.com

**COMMUNAUTE ECONOMIQUE REGIONALE
Union du Maghreb Arabe**

62. M. Habib Ben Yahia
Secrétaire Général
Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél: +212 537 68 13 71/72 – Fax : +212 537 68 13 77

63. M. Lahoual Kouider
Expert à la Direction des affaires économiques
Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 68 13 71/72
Fax : +212 537 68 13 77
Email : kouidera12@gmail.com

64. M. Réda El Merini
Directeur des affaires économiques
Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 68 13 71/72 - Fax : +212 537 68 13 77

**ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET REGIONALES
INTERNATIONAL AND REGIONAL ORGANIZATIONS**

**Association des organisations africaines de promotion
commerciale (AOAPC)**

65. Mme Liliane Badaoui
Chargée de l'Administration et des Finances
Tanger (Maroc)
Tél : +212 539 94 37 30 - Fax: + 212 539 32 52 75
Email: aoapc@aoapc.org

Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC)

66. M. Houcine Rahmouni
Conseiller du Directeur Général
Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC)
Casablanca (Royaume du Maroc)
Fax : +212 522 31 01 10

IRU

67. M. Jean Acri , Responsable- Secrétariat du Comité Régional de
l'IRU pour l'Afrique (CRIPA)
International Road Transport Union (IRU)
Geneva, Switzerland
Tél : +41-22-918 27 27
Fax: +41-22-918 27 99 / +41 229182750
Email : jean.acri@iru.org

UNIVERSITES-INSTITUTS

68. M. Abdelkader Yachou
Académie Hassan II des Sciences et Techniques
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 01 79 - Fax : +212 537 75 81 71
Email : a.yachou@academiesciences.ma
69. Mme Khadija Elissaoui
Professeur universitaire
Université Mohammed V-Agdal
Faculté des Sciences Juridiques, Economique et Sociales
Département des Sciences Economiques
Rabat (Royaume du Maroc)

Tél : +212 537 77 27 32
Email : elissaoui.khadija@gmail.com

70. M. Ghoufrane Azzedine
Professeur-Vice-Doyen
Faculté des sciences juridiques, économique et sociales –
Souissi
Université Mohamed V
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 77 27 32
Email : ghoufraneaz99@hotmail.com

71. M. Hssain Terjaoui
Président-Fondateur
Institut Scientifique Terjaoui International de
la Bonne Gouvernance et de la Planification
Stratégique du Développement Humain Durable (ISTIGOP)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 37 77 61 61
Email : terjaoui@hotmail.com

SECTEUR PRIVE ET INSTITUTIONS PUBLIQUES

CJD-MAROC

72. M. Ali ZARHLAI
Membre du bureau national du CJD
CJD - Maroc
Casablanca , (Royaume du Maroc)
Tél : +212 522 21 27 04 - Fax : +212 522 21 27 05
Email : info@cjd-maroc.net - www.cjd-maroc.net

Capital Consulting group

73. M. Rostane Hamdi
Directeur
Capital Consulting group
Casablanca (Royaume du Maroc)
Tél : +212 522 23 47 00 - Fax : +212 522 23 47 41
Email : rostane.hamdi@capitalconsulting.ma

**AGENCES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES
UN SYSTEM – MOROCCO**

WTO-OMC

74. M. Andreas Maurer
Chef de la Section des Statistiques internationales
WTO-OMC
Geneva, Switzerland
Tél : +41 227 395 507 - Fax : +41 227 395 763
Email: Andreas.Maurer@wto.org

Bureau de la FAO pour l'Afrique du Nord à Tunis

75. M. Michel George Hage
Représentant de la FAO
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 65 43 08/38 - Fax : +212 537 65 45 52
Email : fao-snea@fao.org

IOM -MAROC

76. M. Christos Christadoulides
Responsable de Programme
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 80 40 - Fax : +212 537 75 80 40
Email : cchristodoulides@iom.int

ONUDI -Autriche

77. M. Chakib Jenane
UNIDO
Directeur Adjoint
Sous-Division du Développement de l'Agro-industrie
Email : c.jenane@unido.org

ONUDI - Maroc

78. M. Jaime Moll De Alba Cabot
Représentant de l'ONUDI
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 59 66 - Fax : +212 537 63 27 87

UNESCO

79. M. Michael Millward
Représentant résident.
Bureau de l'UNESCO
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 53775 57 22 - Fax : +212 537 65 77 22
80. M. Philippe Maalouf
Spécialiste de Programme Education
UNESCO pour l'Algérie le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie
Tél : +212 537 755722 /66 77 68/65 99 47
Email : p.maalouf@unesco.org
81. M. Mohamed El Hosni Alaoui
Chargé de Programme
UNESCO
Bureau de l'UNESCO
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 53775 57 22 - Fax : +212 537 65 77 22
Email : m.alaoui@unesco.org

UNICEF

82. Mme Regina De Domonicis
Représentante de l'UNICEF
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 97 41/42 - Fax : +212 5377597 50/60
Email : rabat@unicef.org, rdedominicis@unicef.org

AUTRES EXPERTS - OTHER EXPERTS – EGM**ALGERIE**

83. M. Ali Harbi
Secrétaire Général de CARE
Dirigeant du cabinet de conseil AHC CONSULTING
et expert en stratégie, gouvernance d'entreprise et
développement durable
Alger, Algérie
Tél : + 213 770 955 720 /+213 21 81 11 51 - ext 120
Fax : +213 21 81 74 40
Email : aliharbiconsulting@gmail.com
84. M. Mohamed Kamel Khelifa
Expert indépendant et consultant international
Alger, Algérie
Tél : + 213 770 45 40 20 - Fax : +213 21 44 04 10
Email : mk.khelifa@gmail.com

MAROC

85. Dr. Fatima Arib
Professeur HDR en Economie du Développement Durable,
Consultante-Expert en Economie de l'Environnement
Directrice adjointe du Groupe de Recherche "Innovation,
Responsabilités et Développement Durable
INREDD" - Vice-Présidente de l'Association Marocaine de
l'Economie de l'Environnement AM EconEnv
Faculté de Droit, Université Cadi Ayyad
Marrakech, (Royaume du Maroc)
Tél : +212 524 30 30 32 - Fax : +212 524 30 34 65
Email: f.arib@uca.ma / fatima.arib@gmail.com

MAURITANIE

86. Mme Maimouna Saleck
Présidente de l'ONG BiodiverCités
Directrice du Village de la Biodiversité de Nouakchott e
Chargée de Programme au Club des Amis de la Nature
Nouakchott, Mauritanie
Tél : + 222 47 74 44 79 - Fax : +222 45 25 03 94
Email : mabdallahi@yahoo.fr
87. M. Abdelkader Mohamed Saleck
Consultant- Environnement et développement durable
Nouakchott, Mauritanie
Tél : +222 22 30 89 96 - +222 36 30 89 96
Email : akmsaleck@mauritania.mr

THAILANDE

88. M. Masato Abe
Economic Affairs Officer
Business and Development Section
Trade and Investment Division
United Nations Economic and Social Commission for Asia and
the Pacific (ESCAP)
Thailand, Bangkok
Tél : +662 288 2075 - Fax : +662 288 1026
Email : abem@un.org

BELGIQUE

89. M. Nuno Filipe Pereira Sousa
European Commission - DG TRADE
Chief Economist and Trade Analysis Unit (G-2)
Office CHAR 8/82 ,
Brussels, Belgique
Tél: + 32 22 953 315
Fax: +32 22 952 231
Email : nuno.sousa@ec.europa.eu

FRANCE

90. M. Gilles Bonafi
Vice-président de l'IEMEP - Economiste
Bordeaux - France
Tél : +33 7 89 57 28 50 / +33 6 24 64 97 04
Email : gillesbonafi@gmail.com
91. Mme Ines Bonafi
Experts en grande distribution, Secrétaire Général de l'IEMEP
Bordeaux -France
Tél : +33 6 24 64 37 04
Email : inesbonafi@gmail.com

MEDIA**ALGERIE**

92. M. Youcef Maallemi
Journaliste - Financial Afrik
Alger, Algérie
Tél : +222 52 41 094
Email : maallemi_youcef@yahoo.fr

EGYPT

93. M. Mahmoud Nagm Kamal / Presse
Reporter Achourouq Al Iktisady
Cairo, Egypt
Tél : +201 149 020 004
Email : mahmoud-m-kamal@hotmail.com

TUNISIE

94. M. Hmida Ben Romdhane
Rédacteur en Chef
L'Economiste Maghrebin
Tunis, Tunisie
Tél : +216 983662851
Email : shibuyadess@yahoo.fr

FRANCE

95. M. Ryadh Benlahrech
Journaliste économique
Jeune Afrique
Paris, France
Tél : +33 6 61 03 57 81
Email : r.benlahrech@gamil.com

CORPS DIPLOMATIQUE - DIPLOMATIC CORPS (RABAT)**Ambassade de l'Arabie Saoudite**

96. M. Fahad Al Khaybari
1er secrétaire
Rabat (Royaume du Maroc)
Email : faskh2002@yahoo.com

- Ambassade du Royaume de Belgique**
97. SE M. Carruet Frank
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 26 80 60 - Fax : +212 537 76 70 03
98. M. Nabil Rafik
Attaché
Rabat (Royaume du Maroc)
- Ambassade de la République du Cameroun**
99. SE M. Mouhamadou Youssifou
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 41 94 / +212 537 75 88 18
Fax : +212 537 75 18 36
- Ambassade du Burkina Faso**
100. SE M. Yéro Boly
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 67 55 12 / 18
Fax : +212 537 67 55 17
- Ambassade de la République du Bénin**
101. M. Codjo Nicolas
Chargé d'affaires (AI)
Ambassade de la République du Bénin
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 41 58 - Fax : +212 537 75 41 56
- Ambassade de Gambie**
102. HE M. Lamin Kaba Bajo
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 63 80 45 - Fax : +212 537 75 29 08
- Ambassade d'Espagne**
103. Mme Isabel Fajardo, Chargé d'Etudes
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 63 39 00 - Fax : +212 537 63 06 00
- Ambassade de la République Populaire de Chine**
104. SE M. Sun Shuzhong
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 40 56 -92 - Fax : +212 537 75 75 19
105. Mme Ozong Li
3ème Secrétaire
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 40 56 / +212 537 75 40 92
Fax : +212 537 75 75 19
- Ambassade de l'Inde**
106. M. T.C. Barupal
1er Secrétaire
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 63 58 01/03 - Fax : +212 537 63 47 34
- Ambassade d'Italie**
107. SE M. Roberto Natali
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : 212537 21 97 60/61 - Fax : 212537 70 68 82
- Ambassadeur de la République d'Indonésie**
108. Mme Tanti Widyastuti Hendratono
Chargée d'Affaires
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : 05 37 75 78 60 / 61 - Fax : 212 537 75 78 59
109. **Ambassade de la République de Guinée**
M. Gassimou Bangoura
Chargé d'affaires et Conseiller
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 67 41 48 - Fax : +212 537 67 50 70
110. M. Nantenen Kante
Deuxième Secrétaire
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 67 41 48 - Fax : +212 537 67 50 70
- Ambassade de la République Gabonaise**
111. Mme Angue Eugénie
Conseiller
Chargé des Affaires Economiques
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 19 50 /68 – Fax: +212 537 75 75 50
- Ambassade de France**
112. M. Victor Harlé,
Stagiaire ENA
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 05 37 689745 / +212 537 68 97 00
Fax : +212 537 68 97 01
Email : victor.harle@diplomatie.gouv.fr
- Ambassade de la République du Sénégal**
113. Mme Marie Gnana Bassene, 1er Conseiller
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 41 71 / +212 537 63 91 63
Fax : +212 537 75 41 49
- Ambassade de la Fédération de Russie**
114. M. Sergey Yashunin
Représentant commercial adjoint
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 36 09 / +212 537 75 35 09
Fax : +212 537 75 35 90
- Ambassade Royale de Norvège**
115. Mme Kjersti Tromsdal
Chargée d'Affaires
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 66 42 00
Fax : +212 537 66 42 91
- Ambassade de la République du Niger**
116. M. Mahamane Alhassane Abass
Premier Secrétaire
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : 5 37 56 38 73/05 37 56 68 39
Fax: 05 37 56 62 83
- Ambassade de la République de Côte d'Ivoire**
117. M. Bolou Bi Tra Denio, Premier Secrétaire
Et Chargé des questions Economiques, Commerciales et Touristiques
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 65 57 70 / +212 537 65 57 93
Fax : +212 537 65 56 37/80
- Ambassade de l'Etat de Koweït**
118. M. Meshari Al Mutairi, Attaché Diplomatique
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 63 11 11 / +212 537 75 35 97
Fax : +212 537 65 80 60/75 35 91
- Ambassade des Etats Unis d'Amérique**
119. Mme Michele L. Baron
Economic Affairs
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 66 80 40 - Tél : +212 537 76 22 65
Fax : +212 537 76 56 61 - Fax: +212 537 76 39 84
Email : baronml@state.gov

Ambassade du Royaume des Pays Bas
 120. S.E. M. Ronold Strikker Gerard
 Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
 Rabat (Royaume du Maroc)
 Tél : +212 537 21 96 00 /08 - Fax : +212 537 21 96 65
 Email : nlgovrab@mtds.com

Ambassade de la République de Guinée Equatoriale
 121. SE M. Manuel Bibang Asecu Eyang
 Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
 Rabat (Royaume du Maroc)
 Tél : +212 537 77 42 05-Fax : +212 537 65 04 81

Ambassade de Finlande
 122. Mme Elina Lehtonen,
 Cadre
 Rabat (Royaume du Maroc)
 Tél : +212 537 65 87 75 / 88 - Fax : +212 537 65 89 04

Ambassade de la République fédéral de Nigeria
 123. SE M. (Sénateur) Abdallah Wali
 Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
 Rabat (Royaume du Maroc)
 Tél : +212 537 67 18 57 / +212 537 77 20 94
 Fax : +212 537 67 27 39

124. M. Lawal Bappah
 Economic Officer
 Rabat (Royaume du Maroc)
 Tél : +212 537 67 18 57 / +212 537 77 20 94
 Fax : +212 537 67 27 39

**Organes de la Presse/Media Nationale :
 MAP**

125. M. Youssef El Idrissi
 Journaliste
 Email : youss_98idrissi@hotmail.fr
 126. M. Mohamed Najib
 Journaliste
 127. Mme Jihane Mourchid
 Journaliste
 Email : jihane.mourchid@gmail.com
 128. M. Mohsine Idrissi
 Journaliste
 Tél : +212 537 87 28 18
 Email : idrissimohsine1@gmail.com
 129. Mme Malika Mojahid
 Journaliste
 Rabat (Royaume du Maroc)
 Tél : +212 537 29 94 00
 Email : malikamojahid@yahoo.fr.
 130. Zouhair El Aouane
 Caméraman – MAP TV
 Email : zouhair0310@gmail.com

2M
 131. M. A. Abdelellah Benbouy
 Journaliste
 Tél : +212 522 66 73 00 – Fax : +212 522 66 73 86
 132. M. Adil Bouzzakri

SNRT
 133. M. Yassir Doghmi
 Journaliste
 Tél : +212 537 68 51 00 Fax : +212 537 73 37 33
 Email : yassirdoghmi2006@yahoo.fr

134. Mme Khadija Zeroual
 Journaliste

135. Mme Fatiha El Akari
 Journaliste

136. M. Mohamed Mansouri
 Journaliste

Hespress
 137. M. Zoubir Lamrabet
 Journaliste
 Email : hespress@gmail.com

Journal Al Ahdad
 138. M. Driss Cherkaoui
 Journaliste (Rédacteur en Chef)
 Tél : +212 537 66 12 60
 Email : cherkaoui172presse@gmail.com

**COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR
 L'AFRIQUE, ADDIS ABABA
 UNITED NATIONS ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA,
 ADDIS ABABA**

Macroeconomic Policy Division (MPD)
 139. M. Adam Elhiraika,
 Director
 Macroeconomic Policy Division (MPD)
 Tél : +251 911682567 - +251115445442
 Email : aelhiraika@uneca.org

Regional Integration and Trade Division
 140. M. William Davis
 Associate Economic Affairs Officer
 Regional Integration and Trade Division
 Tél : +251 11 544 3253 (ext. 33253)
 Fax : +251 11 515-3005/ +251 11 551-4416
 Email: wdavis@uneca.org

SPOQD/ECA
 141. M. Philippe Athanassiou
 Strategic Planning and Operational Quality Division (SPOQD)
 Tél : +251 11 544 32 13
 Email : pathanassiou@uneca.org
 142. Ms. Dinknesh Mulugeta
 Strategic Planning and Operational Quality Division
 Tél : +251 11 544 5232 - Tél : +251 11 544 33 24
 Fax : +251 11 551 4461
 Email : dmulugeta@uneca.org

GPAD/ECA
 143. Ms. Emebet Mesfin
 AU/NEPAD Team/Capacity Development Division
 Gouvernance and Public Administration Officer
 Tél : +251 11 544 5486 (Ext.35486) -Fax : +251 11 551 4416 -
 1482
 Email: emesfin@uneca.org/mesfine@un.org

144. Ms Megan Rees
 English translator/editor
 ECA, Addis Ababa

145. M. Dad Ould Maouloud Ahmad
 Arabic Translator
 ECA, Addis Ababa

CEA-ECA SECRETARIAT
Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord
Avenue Attine, Secteur 3-A5 B.P. 2062 / Hay Ryad
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 71 78 29 - 537 71 56 13
Fax : +212 537 71 27 02
Email : srdc-na@uneca.org –
Site WEB : www.uneca.org/sro-na

- 146. Mme Karima Bounemra Ben Soltane, Directrice
- 147. M. Nassim Oulmane, Chef régional du Centre des données
- 148. Mme Marieme Bekaye, Chargée du développement durable
- 149. M. Abdoul Kane, Chef de section initiative régionale
- 150. Mme Houda Mejri, Responsable de l'information & Point Focal - Genre / Gouvernance
- 151. M. Omar Ismael Abdourahman, Chargé des affaires sociales
- 152. M. Florent Gasc, Chargé de l'information géographique
- 153. M. Jean Paul Gondje, Chargé du TIC
- 154. M. Aziz Jaid, Economiste
- 155. M. Isidore Kahoui, Economiste, Statisticien
- 156. M. Ibrahim Ayoub, Chargé de l'Administration et des Finances
- 157. M. Cheikh Sidi El Mokhtar Ould Sghair, Consultant
- 158. M. Lahcen Hmade, Assistant administratif
- 159. M. Mohamed Mosseddek, Assistant de recherche
- 160. Mme Aouatif El Arroud, Assistante financière
- 161. Mme Naima Sahraoui, Assistante de Direction
- 162. Mme Amal El Korchi, Assistante des achats
- 163. Mme Latifa Guerma, Assistante
- 164. M. Rachid Ramdane, Chauffeur
- 165. M. Driss Cherrabi, Service reproduction
- 166. M. Mrani Alaoui Hassan, Chauffeur
- 167. Mlle Fouzia Assou, Assistante
- 168. Mme Fatima Zohra Iraqi, Assistante
- 169. Mlle Samira Ezzine, Assistante



MOTION DE REMERCIEMENTS

رسالة شكر وامتنان مرفوعة إلى حضرة صاحب الجلالة الملك محمد السادس

الأمم المتحدة

اللجنة الاقتصادية لأفريقيا

مكتب شمال أفريقيا

NATIONS UNIES

Commission économique
pour l'AfriqueBureau pour l'Afrique
du Nord

نحن المشاركون في أشغال الدورة التاسعة والعشرين للجنة الخبراء الحكومية الدولية لمكتب شمال أفريقيا التابع للجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لأفريقيا، المنعقد في الرباط، في الفترة ما بين 4 و 6 آذار/مارس 2014، وعلى إثر انتهاء أشغال هذا الاجتماع، نرفع إلى مقامكم العالي عبارات الشكر والامتنان على الحفاوة التي أحاطتنا بها المملكة المغربية بمناسبة هذا اللقاء.

وإشرفنا أن ننهي إلى علم جلالته أن هذا الاجتماع ناقش الظروف الاقتصادية والاجتماعية التي سادت في المنطقة خلال سنة 2013. وفي هذا الصدد تطرق الاجتماع لتطورات البيئة الاقتصادية والاجتماعية كما تناول حصيلة إنجاز برنامج عمل المكتب في سنة 2013 ومخطط عمله خلال سنة 2014 وأجندات التنمية ما بعد 2015 وأهداف التنمية المستدامة. كما تطرق أيضا إلى رؤية أفريقيا في أفق 2063.

وتحور موضوع اجتماع هذه السنة حول "التصنيع من أجل تحقيق التنمية المستدامة والشاملة في شمال أفريقيا"، على شكل طاولة مستديرة، تطرقت لمختلف أبعاده، خصوصا منها تنمية سلاسل القيمة على الصعيد الإقليمي في سبيل تنويع اقتصادات شمال أفريقيا وتطويرها من أجل إحداث مزايا تنافسية جديدة في هذا الإطار.

وقد أصدر الاجتماع توصيات عملية هامة ترمي إلى التصدي إلى كافة التحديات التي تواجه المنطقة بما فيها حالات الانتقال السياسي والمؤسسي الراهنة، ودعم نمو مدر للمزيد من فرص العمل والازدهار الاقتصادي، والحد من جميع أشكال التفاوتات، والتقليص من وقع الصدمات الخارجية، والتكيف مع تغير المناخ، وكذلك تعزيز التكامل الإقليمي.

وإذ نعبر لجلالتكم عن شكرنا وامتناننا على العناية الفائقة التي أحاطتنا بها الحكومة المغربية والتي ما فتئت تشمل بها مكتب شمال أفريقيا التابع للجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لأفريقيا، فإننا ندعو الله عز وجل أن يحفظكم ويرعاكم ويسدد خطاكم ويجعلكم ذخرا لبلدكم المضيف بمزيد من التقدم والازدهار تحت رعاية جلالته السامية.

والسلام عليكم ورحمة الله تعالى وبركاته.

الرباط، 6 آذار/مارس 2014

Avenue Attine

Secteur 3 - A5, Hay Ryad

Rabat, Royaume du Maroc

B.P. 2062 Rabat Ryad

Tél (212) 537 717829/715613

Fax (212) 537 71 27 02

srdc-na@uneca.org

www.uneca.org/sro-na